

l'Anticapitaliste

n°596 | 23 décembre 2021 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



AVEC PHILIPPE POUTOU EN 2022

POUR UNE GAUCHE ANTICAPITALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE

Dossier

**UNE SÉLECTION DE
LIVRES À (S')OFFRIR EN
CETTE FIN D'ANNÉE**

Pages 6 et 7

ÉDITO

**#Poutou2022:
c'est (bien) parti!**
Page 2

PREMIER PLAN
Covid, Omicron... Leur
méthode et la nôtre
Page 2



ACTU INTERNATIONALE
Afrique. La Russie en Afrique:
mercénariat et prédation
Page 5

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec Sarah Massoud,
secrétaire nationale du Syndicat de la
magistrature Page 12



Par JULIEN SALINGUE

#Poutou2022 : c'est (bien) parti!

Lorsqu'à la fin du mois de juin le NPA a pris la décision de présenter une candidature à la présidentielle, en la personne de Philippe Poutou, beaucoup d'incertitudes et d'inquiétudes pesaient sur la situation. Six mois plus tard, un certain nombre de ces incertitudes sont toujours là, à commencer par celles liées à la situation sanitaire et à sa gestion toujours désastreuse par le gouvernement. Quant aux inquiétudes, le moins que l'on puisse dire est qu'elles sont elles aussi toujours présentes, avec la polarisation des discussions autour des thèmes et des propositions de l'extrême droite, et la percée politico-médiatique du néofasciste Zemmour.

Mais ces six mois ont également été l'occasion de mesurer les aspirations toujours bien présentes dans notre camp social : avec les nombreuses grèves, contre les licenciements, pour les salaires, pour les conditions de travail ; avec des mobilisations importantes dans des secteurs divers, entre autres et notamment dans le travail social, chez les sages-femmes ou récemment dans la justice ; et avec une combativité et une radicalité qui se sont exprimées dans les manifestations écologistes, antiracistes, féministes, pour les droits des personnes LGBTI...

Les premières rencontres et les premiers meetings de campagne de Philippe Poutou, qui ont été de vrais succès, ont confirmé cette double tendance : un ras-le-bol, voire une crainte, face à un débat politique pourri par l'extrême droite, avec la complaisance de bien des responsables politiques dits « républicains », à commencer par le président-candidat Macron lui-même ; mais aussi un refus de se résigner, une envie de riposter, une aspiration à la radicalité et à la remise en cause globale d'un système capitaliste qui menace chaque jour un peu plus notre survie et celle de la planète, loin des vraies-fausse réponses tiédasses de la « gauche » gestionnaire.

Voilà qui nous encourage à continuer de mener une campagne politique radicalement décomplexée, anticapitaliste, écosocialiste, internationaliste, en soutien à toutes celles et ceux qui se battent contre l'exploitation et les oppressions. Tel est le sens de la candidature de Philippe Poutou, qui ne manquera pas, espérons-le, de continuer à bousculer le petit jeu politicien de plus en plus infect, à faire discuter, à faire réagir, à donner envie de se battre et, au-delà, de se doter des outils collectifs nécessaires pour en finir avec un système qui n'a que trop duré.

BIEN DIT

On veut nous faire croire que les riches sont riches parce qu'ils sont malins, c'est de la foutaise. Les riches sont riches parce qu'ils volent.

PHILIPPE POUTOU, « Bourdin direct », 21 décembre 2021.

Si les élections sont une réfraction – certes déformée – des rapports de force globaux, alors les sondages de ces derniers mois dressent le portrait d'une gauche ayant soif d'alternance mais bien incapable d'apparaître en capacité de se hisser au second tour.

Sous la poussée du bloc réactionnaire...

En premier lieu parce que parmi les cinq principaux aspirantEs, aucunE ne pèse actuellement plus de 12%, avec en particulier une candidate du PS en état critique (politiquement car inaudible, et financièrement car donnée régulièrement sous la barre fatidique des 5%).

Le moment est important car la dynamique pousse à droite, très à droite, à droite de la droite... Depuis la rentrée, la séquence présidentielle est polarisée par la droite et l'extrême droite et leurs thèmes de prédilection qui infusent la campagne : en particulier, se conjuguent ces dernières semaines la percée de Zemmour (la réussite numérique de son meeting de lancement à Villepinte, avec un bloc d'extrême droite consolidé à 30% voire 35% selon les sondages) et l'entrée en campagne de Valérie Pécresse après le vote des militantEs LR, qui se hisserait au second tour à en croire les instituts. Pour autant, c'est bien Macron qui continue à tirer les marrons du feu : aux manettes pour fixer le tempo (se permettant même deux heures d'autosatisfaction télévisée en prime time), en campagne sans être vraiment candidat, et surfant sur le fond sur une vague réactionnaire qui neutralise sa gauche, sur le terrain du « danger migratoire » venu de l'extérieur ou, ici, du « wokisme », avec l'autoritarisme pour seule réponse, y compris à une situation sanitaire qui se tend à nouveau.

Une gauche en état critique

Dans ce tableau, la « gauche de gouvernement » cherche les voies pour atteindre le seuil critique en terme d'étiage lui permettant d'exister dans cette campagne.

PRÉSIDENTIELLE Gauche primaire vs gauche anticapitaliste

Il y a deux semaines démarraient les grandes manœuvres au sein de la « gauche » institutionnelle, à peine quatre mois avant le premier tour de l'élection présidentielle... Le social-libéralisme est bien à la peine et se cherche un nouveau ou une nouvelle leader pour porter ses couleurs.



C'est la conjonction de cette faiblesse globale et de l'offensive réactionnaire qui la pousse dans ses derniers retranchements à prendre des initiatives quasi désespérées : l'appel au sursaut par Montebourg dans les colonnes de *Libération* le 7 décembre dernier, candidat en perte de confiance prêt à « offrir sa candidature », suivi de coups de fil pathétiques aux répondeurs de Mélenchon, Jadot, Hidalgo et Roussel... En retour, Hidalgo qui dégage la proposition d'une primaire pour trancher entre les différents candidats de gauche, une manœuvre qui fait pschitt... Troisième temps vendredi dernier, l'annonce de la possible candidature d'une Christiane Taubira qui constate « l'impasse » dans laquelle se trouve sa famille politique : une candidature sans contenu politique d'une figure providentielle très « V^e République » venue pour sauver la gauche... Dernier épisode (à cette étape), Hidalgo qui réplique en manifestant son souhait d'un débat public à gauche pour voir les propositions des uns et des autres... Ultime recherche d'une

porte de sortie pour une campagne qui prend l'eau de toute part... Mais si la candidature de Taubira est bel et bien une (ultime ?) tentative de redorer le blason de cette gauche institutionnelle, elle cherche aussi à apparaître comme une candidature d'espoir pour un « peuple de gauche » qui aspire à se rassembler contre le bloc réactionnaire, y compris dans les urnes.

Rassembler, mais sans renoncer

Cette aspiration légitime à l'unité traverse notre camp social, qui refuse de se résigner à un second tour présidentiel ayant pour seul postulantEs Macron, Pécresse, Le Pen ou Zemmour... Elle cherche d'autant plus à s'incarner qu'elle le fait autour de la figure de Taubira, cible des attaques racistes et sexistes, et qui incarne quelques combats sociaux (reconnaissance de l'esclavage, mariage pour touTEs)... Pour autant, si ces attaques incessantes de l'extrême droite (par exemple parce que Taubira avait apporté son soutien à Assa Traoré, ce qui affole la

fachosphère) exigent toute notre solidarité, nous devons rappeler sa participation au dernier triste épisode de la gauche au pouvoir, son départ bien tardif (même avec un Valls Premier ministre) ou ses positions fort ambiguës sur la vaccination, etc.

Et si la question de l'unité doit être posée, cela doit être fait dans le bon sens. D'abord, ici et maintenant, pour construire les mobilisations : pour riposter à l'extrême droite, sur le terrain des politiques de santé publique, pour nos salaires... Mais nous avons aussi besoin de débattre, de confronter : de quelle gauche parlons-nous ? Celle qui a gouverné ensemble il n'y a pas si longtemps, qui a mis le pied à l'étrier à Macron et cultivé le terreau fertile sur lequel prospère toujours l'extrême droite ? Ou une gauche, anticapitaliste, révolutionnaire, internationaliste, qui campe fermement sur ses positions et n'a pas renoncé à rompre avec la logique infernale du capitalisme ?

En ce qui nous concerne, nous ne sommes pas engagés dans une lutte pour le leadership « à gauche », pire encore pour une « candidature commune de toute la gauche ». Sans renoncer le plus petit doigt dans le meccano d'une primaire qui n'a de sens que pour celles et ceux qui partagent le même programme (et le même héritage), nous sommes tout à fait disposés à discuter avec qui veut du bilan de la « gauche de gouvernement », et de la façon dont on peut répondre aux urgences sanitaires, sociale et écologique. De ce point de vue, la campagne autour de notre candidat Philippe Poutou reste le meilleur moyen de mener largement ce débat.

Manu Bichindaritz

COVID,OMICRON...

Leur méthode et la nôtre

La vague Omicron arrive au pire moment. L'Europe n'est pas sortie de la vague Delta, l'hôpital est saturé et ses personnels épuisés, comme l'a montré la grève du 4 décembre. Le système de traçage est débordé, et de nombreux gouvernements ont levé les gestes barrière, comme en Angleterre, pour faire repartir l'économie. Arc-boutés sur la défense des profits de l'industrie capitaliste de la vaccination, les gouvernants ont refusé de lever les brevets, de réquisitionner les capacités de production, ce qui aurait permis une vaccination universelle.

L'apartheid vaccinal a accouché d'Omicron, qui semble multiplier par deux les risques de contamination. Ceux qui sont rassurés par le fait que les dernières études montrent un risque d'hospitalisation diminué de 29% ont bien tort. Un risque d'hospitalisation

diminué, mais un nombre de contaminations qui, à chaque cycle, fait deux fois plus de malades, cela fait au total beaucoup plus de morts, de covid longs, de personnelEs hospitaliers contaminés, de risques d'effondrement du système de santé et d'abandon des autres soins, faute d'avoir voulu

investir massivement dans la santé. Seule la vaccination – mais dans les pays les plus riches seulement – fait que la mortalité n'a pas explosé à la hauteur des contaminations, confirmant l'efficacité vaccinale contre les formes graves du covid, notamment avec la troisième dose.

Convaincre plus que contraindre

La première réaction, en ordre dispersé, des gouvernements européens, a d'abord été de fermer les frontières. Activistes et épidémiologistes ont dénoncé cette double peine, déjà inefficace contre le variant Delta, pourtant moins contagieux, dès lors qu'Omicron circule déjà largement en Europe. La deuxième réaction c'est l'accélération de la vaccination, avec comme arme la tentation d'étendre l'obligation vaccinale à tous les métiers, le pass vaccinal, les menaces de licenciements, la mort sociale comme argument de conviction. Nous sommes des fervents partisans de la vaccination, dénonçons le double discours de Macron qui veut une forme d'obligation vaccinale dans les pays riches, et l'abandon sans vaccins du reste du monde ! Mais

Les Nôtres

TONIO N'EST PLUS

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès brutal de notre ancien camarade Tonio De Abreu. Ces dernières années, il s'était peu à peu renfermé sur lui-même, affecté par les reculs qu'a essuyé notre camp social depuis dix ans et le reflux qu'ont connu notre courant et notre parti. Le décès de Martine, la compagne de sa vie, n'avait fait qu'accentuer ce repli.

Nous préférons conserver de lui le souvenir de cet autodidacte aux connaissances foisonnantes, l'image d'un pilier de la section de Louviers, malgré tout empreint d'une timidité touchante quand il avait à prendre la parole, d'un militant d'une immense valeur, rompu à l'exercice de l'organisation des travailleurEs sur leur lieu de travail. Pendant trente ans, à Louviers et jusqu'aux confins du département de l'Eure,

depuis les luttes qu'il a menées au sein de son entreprise Wonder-Energizer, mais également aux côtés des salariéEs de Carbon, Eurarma, ou Sanofi, auprès des «filles» de Metzeler, il aura sans relâche œuvré à défendre les droits et la dignité des travailleurEs, à populariser le mot d'ordre «Nos vies valent plus que leurs profits» ainsi que la revendication d'interdiction des licenciements.



Tonio De Abreu (au centre, portant la banderole), lors de la manifestation organisée par le NPA pour «accueillir» François Hollande, alors président depuis six mois. DR

Nos pensées vont en ces moments difficiles à ses proches, particulièrement à son fils Brice. **Le comité Seine-Eure (Louviers)**

KANAKY /NOUVELLE-CALÉDONIE « Les indépendantistes ne reconnaissent pas la légitimité et la validité de ce scrutin qui leur a été confisqué »

Un communiqué du Comité stratégique indépendantiste de non-participation – Front national de libération kanak et socialiste (FLNKS), Parti travailliste (PT), Nationalistes du MNSK, Dynamique unitaire sud (DUS), Union syndicale des travailleurs kanak et exploités (USTKE), Confédération nationale des travailleurs du Pacifique (CNTP), Front de luttes sociales (FLS), publié après la mascarade du «référendum» du 12 décembre.

Les résultats de la troisième consultation de la fin de l'Accord de Nouméa, même si couru d'avance, en raison de notre non-participation, donnent des enseignements politiques que l'État français et ses acolytes qui portent sa voix du Non devront assumer.

«Plus de la moitié de l'électorat n'a pas voté»

Tout d'abord, le Non a reculé dans tous les bureaux de vote et justifier cela au nom de quelconques pressions est une légende urbaine qui ne tient plus la route aujourd'hui en raison de la présence militaire française surdimensionnée avec des soldats français à chaque coin de rue. Les images d'urnes vides dans les bureaux de vote de certaines tribus font déjà le tour du monde.

Le comportement de notre jeunesse a été exemplaire, à la hauteur de l'enjeu et démontre qu'elle est digne de confiance face à la provocation. Les consignes ont été respectées même si tout a été fait pour qu'un incident se produise.

Les indépendantistes, regroupés sous la bannière du Comité stratégique indépendantiste de non-participation – CSI-NP – remercient l'ensemble de l'électorat en faveur de l'indépendance qui n'a pas participé à ce scrutin. La participation a fortement chuté et le taux est passé de 85,6% en 2020 à 43,9% en 2021, soit 41,7 points de moins. Plus de la moitié de l'électorat n'a pas voté. L'électorat anti-indépendantiste s'est vu érodé de 7 397 voix par rapport au scrutin du 4 octobre 2020 et ce malgré le fait que :
– les voix du Non, seules sur le terrain médiatique, ont mené une campagne fade et n'ont eu cesse de dénigrer notre positionnement en faveur d'une véritable décolonisation ;
– ces voix en ont profité, sous couvert du CSA, pour introduire des clips de campagne à caractère raciste dans la campagne officielle ;
– elles avaient le soutien du gouvernement français ;
– le corps électoral ait augmenté. Les indépendantistes regroupés sous la bannière du CSI-NP ne reconnaissent pas la légitimité et

la validité de ce scrutin qui leur a été confisqué. Ce référendum n'est pas conforme à l'esprit et à la lettre de l'accord de Nouméa, processus de décolonisation, et pas conforme également aux résolutions de l'ONU qui a inscrit la NC sur la liste des pays à décoloniser.

«La voix du dialogue a été rompue»

Le calendrier Lecornu est dorénavant chamboulé. Le CSI-NP n'y est plus engagé. Les 18 mois annoncés ne sauraient commencer avec un gouvernement français en fin de mandat. La présence du ministre des Outre-mers chez nous relève plus de la campagne présidentielle qu'elle n'est porteuse de solutions d'avenir. Nous ne souhaitons pas nous engager dans cette combine et nous attendons le renouvellement du gouvernement français pour engager de véritables discussions sur l'accession du pays à sa pleine souveraineté. La voie du dialogue a donc été rompue par l'entêtement d'un gouvernement français incapable de concilier ses intérêts

géostratégiques dans le Pacifique et son obligation à décoloniser notre pays.

Le FLNKS, représentant officiel des intérêts du peuple colonisé, porte fièrement sur la scène internationale avec tous les nationalistes, coutumiers, églises et associations le résultat d'un peuple fièrement mobilisé et qui s'est ouvert aux autres, pour partager ensemble nos cultures et le «faire pays». Pour rappel enfin, le CSI-NP confirme qu'aucune de nos structures ne rencontrera le ministre des Outre-mers en visite [achevée le 15 décembre] en Kanaky-Nouvelle-Calédonie. Les chiffres des résultats parlent d'eux-mêmes ; nul n'a besoin de les commenter avec le ministre qui non seulement a désavoué nos réalités culturelles et n'a jamais entendu notre argumentaire afin de maintenir nos liens de discussions et de paix. Le discours d'Emmanuel Macron pour «valider» les résultats ne fait pas honneur à la France. Chacun doit en tirer désormais les conséquences.

Le CSI-NP

nous pensons toujours qu'il existe une autre voix pour convaincre. Il reste six millions de non-vaccinés en France, plus de 600 000 parmi les plus fragiles face au covid. Souvent les plus pauvres, les plus éloignéEs du système de soins. Les menaces ne les font plus bouger, ont multiplié les faux pass. Convaincre plus que contraindre, parce que c'est ce qui permet d'aller chercher les plus hésitantEs, comme le fait avec succès, mais peu de moyens, l'association Santé environnement pour tous, de Yazid Attala, dans les quartiers Nord de Marseille. En Guadeloupe, 660 hospitalierEs sur 3 300 ont été mis à pied pour refus de vaccination. La contrainte n'a pas été suffisante.

Vacciner, tester, isoler, associer

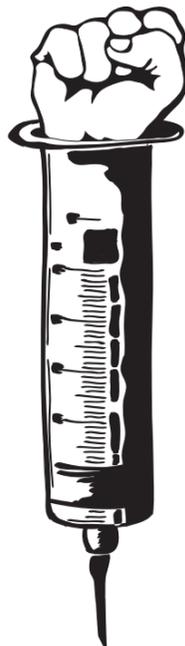
Nous savons bien que la vaccination volontaire des enfants ne sera efficace que dans quelques mois, que

la vaccination est indispensable, mais pas suffisante pour casser la contagiosité redoublée de l'Omicron. Alors si nous ne voulons pas être contraints aux couvre-feu, confinements, il faut vacciner, mais aussi tester, isoler, fabriquer des gestes barrières avec les populations. Pour les aspects techniques cela veut dire aération, testeur de CO₂, jauge dans les salles, port du masque, lavage des mains, réquisition de bâtiments, télétravail contrôlé par les salariéEs... En clair prendre du pouvoir sur nos vies, nos conditions de travail, tout le contraire de la Macronie et du monde capitaliste ! Cela veut dire tests, auto-tests, tests réguliers à l'école. Le scandale du déremboursement des tests pour ceux qui en ont le plus besoin, pour eux et pour les autres, à savoir ceux qui ne sont pas vaccinés doit cesser. Les tests à l'école ne sont pas

assez nombreux, dans une tranche d'âge où le nombre de nouveaux cas explose, avec le risque de dissémination aux plus âgés, notamment au moment des fêtes.

Les équipes de tracing de l'assurance maladie sont dépassées, faute d'embauches, parfois un simple SMS le remplace. Le rétro-tracing, qui remonte en arrière les chaînes de contamination, très efficace mais gourmand en personnel, a été abandonné, là aussi faute d'embauches. Quant aux équipes Covisan, testées avec succès en Île-de-France, qui passaient à domicile pour fabriquer des patientEs expertEs-acteurEs de leur isolement à la maison, dont la généralisation avait été promise par Véran, encore un vœu pieux ! Contre la politique du bâton de Macron, une autre voix et une autre voie face au covid existent !

Frank Prouhet



Le chiffre

30

Ce sont désormais au moins 30 femmes, après de nouveaux témoignages révélés par Libération le 14 décembre, qui accusent Patrick Poivre d'Arvor de viols, d'agressions sexuelles et/ou d'actes de harcèlement, confirmant que l'ex-présentateur du JT est un prédateur violent. Une nouvelle enquête préliminaire vient d'être ouverte par le parquet de Nanterre, et l'on espère qu'elle ne sera pas, comme la première, classée «sans suite».



Agenda

Le prochain numéro de **L'Anticapitaliste** sortira le jeudi 6 janvier 2022.

Bonne fin d'année

Samedi 25 décembre, raffut de Noël des mal-logéEs et des sans-logis, Paris.

À 15 h, devant le ministère du Logement, 246, bd Saint-Germain – métro Solférino. Boissons chaudes et gâteries pour les enfants qui remettront ensuite un cadeau à la ministre du Logement et lui demanderont rendez-vous... Organisé par le DAL.

Samedi 8 janvier, manifestation pour les 3 militantes kurdes assassinées, Paris.

À 12 h, Gare du Nord (RER), rue du Faubourg Saint-Denis Paris 10^e.

NO COMMENT

La hausse du SMIC, ce sont les chefs d'entreprises qui vont la payer. Or les chefs d'entreprises, aujourd'hui, ils ont de plus en plus de mal à faire face.

JORDAN BARDELLA (président du Rassemblement national), France 3, 19 décembre 2021.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SUISSE

Les femmes cibles de la régression sociale

Le mercredi 15 décembre a été un jour funeste pour les femmes en Suisse, la majorité du Parlement ayant entériné le recul de l'âge de la retraite des femmes, en acceptant le projet du Conseil des États.

Si cette nouvelle n'est guère surprenante, elle laisse toutefois un arrière-goût dénotant le mépris explicite d'une grande partie du parlement à l'égard des féministes et leur alliés et plus généralement de la population qui combat pourtant avec succès, dans la rue et dans les urnes, depuis des années, tout projet de haussement de l'âge de la retraite des femmes.

Baisse de rentes et allongement de la durée de cotisation

En effet, c'est bien le terme mépris qui qualifie le mieux le modèle retenu par ce vote au Parlement en faveur du projet AVS 21 [AVS = assurance-vieillesse et survivants]. Ce dernier prévoit un supplément allant de 50 à 160 francs pour les femmes qui se trouveront à moins de neuf ans de la retraite et qui partent à 65 ans [1 franc suisse = 0,96 euro], lors de l'entrée en vigueur prévue en 2023. Le système est progressif-dégressif, signifiant ainsi qu'il n'y aura que deux groupes de femmes qui recevront le supplément complet. Pour résumer, pour la moitié des femmes de la génération transitoire, AVS 21 équivaut à une baisse des rentes et à l'augmentation de l'âge de la retraite, comme pour toutes les autres futures retraitées... Des femmes qui, rappelons-le, effectuent encore aujourd'hui 70 % des tâches dites de care, tâches qui si elles sont bien essentielles au fonctionnement d'une société capitaliste, ne sont toujours pas reconnues comme un travail et entraînent les femmes dans la pauvreté à l'âge de la retraite en touchant des rentes en moyenne inférieure de 37 % à celles des hommes. AVS 21 participe ainsi à renforcer les inégalités de genre liées au système capitaliste. Les arguments financiers quant à la mauvaise santé de l'AVS ne sont pas non plus convaincants. Si l'AVS doit être mieux financée, c'est pour augmenter les rentes et diminuer l'âge de la retraite. Les impôts devraient y contribuer, mais aussi en utilisant les immenses bénéfices de la Banque nationale (BNS). Le fait que cette proposition ait été balayée par le Conseil des États n'est qu'un indice supplémentaire des rapports de forces en faveur des secteurs bourgeois et des lobbies agissant pour leur compte au sein du Parlement au détriment de la population. Il est inacceptable de sortir du financement paritaire employeurs/employés de nos retraites en proposant une augmentation de la TVA, l'impôt fédéral le plus antisocial qui soit, en appauvrissant encore plus les plus pauvres.

Contre une société toujours plus individualisée

solidarités a déjà eu l'occasion de l'affirmer à plusieurs reprises, ce n'est pas l'AVS qui va mal mais le système à trois piliers dont le 2^e démultiplie les inégalités salariales au niveau du montant des retraites. Preuve en est puisqu'environ 337 000 retraités dont les 2/3 sont des femmes, doivent recourir aux prestations complémentaires pour survivre. Il faut augmenter les rentes et diminuer le temps de travail pour mieux le répartir au sein de la population. Une des solutions serait aussi de fondre le 2^e pilier, gouffre à capital, dans l'AVS, qui aura alors toutes les ressources pour devenir une vraie assurance sociale. Pour revenir sur la réforme AVS 21, il est important de rappeler qu'elle s'inscrit plus largement dans un projet de démantèlement des assurances sociales. La bataille contre AVS 21 doit donc être exemplaire en termes de mobilisation car cette réforme de l'AVS n'est que le premier échelon d'une ascension vers une société toujours plus individualisée. Preuve en est, la réforme sur la LPP [la prévoyance professionnelle] qui se profile à l'horizon et qui engendrerait une baisse de 12 % de nos rentes, ou encore l'initiative des jeunes PLR pour une retraite à 66 ans pour toutes. Cette réforme est inacceptable. solidarités soutiendra et participera activement au référendum lancé par la gauche, les syndicats et la Grève féministe. Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'économies sur le dos des femmes, mais d'une augmentation des rentes AVS et d'une baisse de l'âge de la retraite pour toutes ! Pour un véritable système de retraite égalitaire et solidaire !

solidarités (Suisse)

USA L'augmentation des dépenses militaires signifie plus de militarisme et d'impérialisme

Le Congrès américain est complètement divisé, les Républicains contre les Démocrates, avec en plus la droite démocrate qui se démarque des projets de Biden. Sauf quand il s'agit de l'armée. Les projets de loi sociaux ne peuvent pas être adoptés, mais il y a toujours de l'argent pour les généraux et les fabricants d'armes.

La semaine dernière, le Congrès a adopté le projet de loi sur les dépenses militaires pour 2022, et que le président Joseph Biden a signé, pour un coût de 768 milliards de dollars, soit 24 milliards de plus que ce qui avait été demandé. Le projet de loi prévoit le financement de navires, de sous-marins, d'avions et de toutes sortes d'armes, ainsi que la rémunération du personnel militaire. La Chambre l'avait adopté plus tôt en décembre par un vote de 363 contre 70 et le Sénat l'a adopté par 89 contre 10. Les votes négatifs sont venus des Démocrates les plus progressistes qui souhaitent généralement limiter les dépenses militaires.

Servir les généreux donateurs

Parmi les dispositions spécifiques du projet de loi figurent 28 milliards de dollars pour les programmes d'armement nucléaire, 7,1 milliards de dollars pour renforcer les positions face à la Chine et 4 milliards de dollars pour l'initiative européenne de dissuasion visant à résister à la Russie, qui semblerait prête à attaquer l'Ukraine. La loi d'autorisation de la défense nationale (NDAA) contient également quelques éléments de réforme. Par exemple, elle appelle l'armée à éradiquer l'extrémisme après que 38 des 250 personnes inculpées pour l'insurrection du 6 janvier se sont avérées avoir servi dans l'armée. Elle apporte également quelques changements au système de justice militaire en raison des 20 500 cas d'agressions sexuelles (allant des « attouchements » au viol) signalés



en 2018. La loi n'a cependant pas abrogé la résolution sur la guerre en Irak de 2002, utilisée par Trump pour assassiner l'Iranien Qasem Soleimani en janvier 2020. En général, les budgets du NDAA sont pilotés par les chefs militaires et les industriels de l'armement qui ont tout à gagner de la fabrication de matériel de guerre. Ces industriels contribuent généreusement aux campagnes des politiciens, pour un total de 47 149 042 dollars en 2020. Le plus gros contributeur, Lockheed Martin, qui fabrique des avions, a donné 5 983 592 dollars, 47 % aux Démocrates et 53 % aux Républicains. Seules les banques apportent plus d'argent aux politiciens.

« En tant que nation, nous devons revoir nos priorités »

Le sénateur Bernie Sanders a déclaré : « Beaucoup de mes

collègues disent au peuple américain, jour après jour, à quel point ils sont préoccupés par le déficit et la dette nationale. Ils nous disent que nous n'avons tout simplement pas assez d'argent pour étendre Medicare, garantir des congés payés pour la famille et les soins médicaux, et faire face à la crise climatique comme nous le devrions si nous voulons protéger le bien-être des générations futures. Pourtant, demain, le Sénat américain votera sur un budget de défense annuel qui coûte 778 milliards de dollars – 37 milliards de dollars de plus que le dernier budget de défense du président Trump et 25 milliards de plus que ce que le président Biden a demandé... En tant que nation, nous devons revoir nos priorités. Je voterai "NON" sur la loi d'autorisation de la défense nationale »

Avant l'adoption du projet de loi, la membre du Congrès Alexandria

Ocasio-Cortez (AOC) a présenté un certain nombre d'amendements spécifiques limitant les crédits accordés à divers gouvernements. Ces amendements visaient l'unité saoudienne spécifique qui a assassiné le journaliste Jamal Khashoggi, un contrat particulier d'armement pour Israël, les pays qui se sont engagés dans un génocide ou des crimes de guerre, l'unité colombienne qui réprime les protestations civiles. Les amendements d'AOC ont échoué et elle a voté contre le projet de loi.

Des milliers de civils tués

Peu après l'adoption du budget militaire, le *New York Times* a publié une étude des dossiers militaires concernant les pertes civiles en Irak, en Afghanistan et en Syrie. Alors que l'armée prétend procéder à des « bombardements ponctuels » avec une « précision chirurgicale », de nombreux civils, dont des enfants, ont été tués. Le *Times* a écrit : « Selon le décompte de l'armée, 1 417 civils sont morts dans des frappes aériennes lors de la campagne contre Daesh en Irak et en Syrie ; depuis 2018 en Afghanistan, les opérations aériennes américaines ont tué au moins 188 civils ». Mais le *Times* a découvert que le nombre réels de morts civils était nettement plus élevé. Des milliers de civils de plus que ce que les militaires ont annoncé ont sans doute été tués. Il est clair qu'aucun élu au Congrès ne prend la position socialiste historique : pas un centime pour le militarisme et la guerre.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

ITALIE Malgré le manque de préparation, succès de la grève générale

Le 16 décembre, une grève générale de huit heures a eu lieu en Italie à l'appel de la CGIL et de l'UIL – deux des trois principales confédérations syndicales – contre le contenu de la loi de finances (budget) que le gouvernement de Mario Draghi s'appête à faire passer au Parlement.

Suivie à 85 % dans de très nombreux secteurs, la grève générale du 16 décembre en Italie a été un succès. La dernière grève générale avait eu lieu il y a sept ans, le 12 décembre 2014, quand les places italiennes s'étaient insurgées contre le Jobs act de Matteo Renzi.

Le droit de grève dans la société néolibérale

Le succès arrive en dépit d'une campagne médiatique de délégitimation et de boycott de la grève où l'on a vu journalistes, personnalités politiques et commentateurs unis dans la dénonciation de « l'irresponsabilité » des grévistes et des manifestants osant bloquer l'économie dans une telle période. Dans le monde du capital et du précaire de masse, on ne peut pas se permettre la grève ! Confrontée à un processus continu de détérioration des mécanismes de la solidarité, des services publics essentiels et des droits des travailleurs, l'Italie a cruellement besoin de la grève. Pourtant, les confédérations syndicales l'ont appelée au dernier moment, après de longues discussions avec le gouvernement Draghi, mais celui-ci ne leur a rien concédé. Les directions syndicales se sont

donc retrouvées dos au mur ; non seulement leurs revendications n'ont en aucune façon été satisfaites, mais on leur a refusé le moindre rôle de médiation et de consultation.

Les invisibles sont la majorité de la société

Derrière un illusoire taux de croissance à 6,1 % en 2021, se cache une situation dramatique : absence d'un revenu minimum, précarité, chômage et un niveau très bas des revenus et des retraites. Depuis des décennies, le monde du travail est soumis à des attaques constantes contre ses droits fondamentaux, qui génèrent inégalités, instabilité et souffrances. Cela explique la large adhésion à la grève, qui concerne une grande diversité de secteurs clés comme la métallurgie, l'automobile ou l'agroalimentaire ; une adhésion totale aussi chez les dockers de Gênes. La solidarité avec la grève a en outre été très importante de la part des organisations étudiantes et des retraités. Il s'agit d'une grande majorité de la société italienne, désormais invisible

dans l'espace public et incapable de trouver une représentation politique. Le ras-de-bol a explosé avec l'annulation de la disposition fiscale pourtant prévue par Draghi et visant à suspendre pour quelques mois les avantages fiscaux prévus pour les revenus annuels supérieurs à 75 000 euros afin d'en faire bénéficier les bas salaires. Le monde du travail s'insurge contre les cadeaux fiscaux aux grosses entreprises sans aucune condition, les injustices causées par la réforme des retraites Fornero, les délocalisations sauvages et les pertes d'emplois. D'une façon générale, le plan de relance financé par l'Europe fait peser entièrement la crise sur les travailleurs et ne prévoit aucune mesure réellement redistributive.

Penser l'après-grève et lui donner une forme politique

L'histoire du mouvement ouvrier nous enseigne que la focalisation sur des revendications principales largement partagées produit des avancées en termes de nouveaux droits et d'amélioration des conditions de travail.

Pour envisager un après, il faudrait donc continuer et intensifier la mobilisation en impliquant différentes catégories sociales qui peuvent s'unir pour revendiquer l'augmentation et la continuité du salaire, l'interdiction des licenciements, l'accès universel à des biens et des services essentiels comme la santé et l'éducation ainsi que l'accueil et la solidarité vis-à-vis des migrants. Ces droits sont de plus en plus niés en Italie. La forte participation à la grève générale nous indique qu'un mouvement d'ampleur peut émerger dans ce contexte de crise. La gauche, pratiquement absente des instances de pouvoir, pourrait bien se remettre en mouvement dans la rue, dans les lieux de travail et dans tous les espaces où la contestation du capitalisme pourra s'exprimer. En tout état de cause, une brèche a été ouverte. Il existe un potentiel qui peut être exploité, à condition que la journée du 16 décembre soit conçue comme une étape d'une mobilisation prolongée, difficile et dure, capable de polariser progressivement des forces plus larges.

Hélène Marra

Pour le Kremlin, il était hors de question que les puissances mondiales s'implantent en Afrique et que la Russie reste sur le côté. Poutine s'est fait le chantre d'une conception multipolaire de l'ordre mondial et du respect de l'indépendance des États. En termes plus crus, on peut dire que les violations des droits humains dont se rendent coupables les gouvernements africains ne sont nullement réhabilités pour passer des accords économiques ou militaires. Le poids économique de la Russie en Afrique est faible. Elle se situe au sixième rang après la Turquie. Par contre elle est un fournisseur majeur en armement. En effet, près d'un tiers des armes sur le continent est fourni par l'agence d'État russe Rosoboronexport. Des ventes d'armes qui sont souvent accompagnées d'accords militaires. Ainsi, au moins la moitié des pays africains sont liés par ces types d'accords qui peuvent aller d'une formation de quelques officiers à Moscou jusqu'à une intervention directe dans le pays comme en République Centrafricaine (RCA).

Wagner, le tournant ?

L'utilisation de l'entreprise de mercenaires Wagner dans la diplomatie africaine de la Russie est un élément nouveau qui peut être mis au crédit du ministère des Affaires étrangères... de la France. En effet pour lever le veto maintenu par la Russie sur la vente des armes en Centrafrique, le Quai d'Orsay a conseillé à Faustin-Archange Touadéra, nouvellement élu président de la Centrafrique, de se rapprocher de la Russie pour se procurer des armes. Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, a profité de ce cadeau inespéré de la diplomatie française en proposant le remplacement des troupes françaises par les

AFRIQUE La Russie en Afrique : mercenariat et prédation

Le retour de la Russie en Afrique après l'effondrement de l'Union soviétique date de 2006. Depuis, la montée en puissance des relations avec le continent s'est confirmée. Elle a été symbolisée par le sommet Russie-Afrique à Sotchi en 2019 et l'est maintenant par le recours aux mercenaires de la société Wagner.



WIKIMEDIA COMMONS

mercenaires de la société Wagner. Faustin-Archange Touadéra, qui n'était pas le candidat préféré de la France, a saisi cette occasion comme moyen d'affermir son pouvoir menacé par des oppositions armées.

Une milice comme une autre

La société Wagner est présente en RCA par le biais de deux sociétés, Lobaye Invest Ltd, société minière, et Sewa Security Services. Cette dernière est en charge de la sécurité présidentielle et combat, au côté de l'armée centrafricaine, les différents groupes rebelles issus de la Séléka qui avait pris le pouvoir en mars 2013.

Les agissements des mercenaires russes sont extrêmement violents, notamment contre la population

civile. Si une sorte d'omerta s'est créée autour de ces crimes, les langues se délient. Un récent rapport des Nations unies de mars 2021 pointe ces violations massives des droits humains : exécutions sommaires, arrestations et tortures, viols, transformations des écoles et bâtiments publics en casernes. Les mercenaires se paient sur les civils en pillant les villes reconquises. De plus, le gouvernement centrafricain leur a concédé des permis d'exploitation de mines diamantifères et aurifères.

Solution politique contre solution militaire

Avec l'approfondissement de la crise dans les pays du Sahel, une partie de la population souhaite la venue des Russes. Elle considère

que cela serait un gage d'efficacité, qui manque à Barkhane, contre les djihadistes.

Cette illusion est évidemment entretenue par le Kremlin qui voit d'un bon œil l'idée de remplacer les troupes françaises au sein même du pré-carré francoafricain. Cela ne ferait que renforcer la Russie sur la scène internationale. En fait, la société Wagner ne serait pas plus efficace, sinon moins, que Barkhane, du fait qu'elle n'a pas l'équipement lourd de l'armée française – notamment aérien. Elle ne bénéficierait pas non plus de l'appui des USA en termes de renseignements. D'ailleurs, le mythe des « supers guerriers » de Wagner a été largement écorné par leur échec cinglant contre les combattants islamistes à Cabo Delgado au Mozambique.

La solution des conflits sur le continent, que cela soit dans les pays du Sahel, au Cameroun, ou en Afrique de l'Est, ne viendra pas des interventions armées des troupes occidentales ou des sociétés de mercenaires quelles qu'elles soient. Leurs interventions ne font qu'aggraver la situation avec un prix lourd payé par les populations civiles. Il est important de réaffirmer un principe, qui parfois est oublié : l'Afrique n'a rien à gagner à être un terrain de jeu militaire pour les puissances prédatrices russe, chinoise ou des pays de l'Otan.

Paul Martial

CANADA Agir pour protéger les travailleurEs migrantEs du Covid-19

La vérificatrice générale (haut fonctionnaire du Parlement) a publié le 13 décembre un rapport accablant sur l'absence alarmante de mesures proactives applicables aux travailleurs et travailleuses agricoles migrants au Canada. Les conclusions du rapport confirment les craintes exprimées par les syndicats du Canada depuis le début de la pandémie en mars 2020.

« Nous devons beaucoup aux plus de 79 000 travailleurs et travailleuses migrants qui ont contribué à assurer notre sécurité alimentaire depuis le début de la pandémie », dit Bea Bruske, présidente du Congrès du travail du Canada.

« Les travailleurs et travailleuses migrants sont particulièrement vulnérables à la pandémie, et les syndicats du Canada continuent à inciter le gouvernement fédéral à agir sans tarder pour assurer leur protection et leur sécurité. »

À l'avenir, la santé et la sécurité des travailleurEs migrants doivent être au cœur du Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET). Les syndicats du Canada ont réclamé à maintes reprises un examen global du PTET par le gouvernement fédéral et l'augmentation des inspections sur place.



DR

La vie des travailleurEs migrants ne doit plus être en péril

Malgré l'augmentation du financement de 16,2 millions de dollars pour améliorer les inspections gouvernementales, l'insuffisance de la supervision des quarantaines, les éclosons et les conditions de vie normale continuent de mettre en danger la santé et la sécurité des travailleurEs migrants. Il y a lieu d'améliorer grandement les normes d'inspection pour voir à ce que la vie des travailleurEs migrants ne soit plus en péril.

« Les travailleurs et travailleuses migrants méritent d'être traités de façon juste et équitable. Il est temps que le gouvernement apporte de vraies améliorations au Programme des travailleurs étrangers temporaires et rectifie le déséquilibre qui rend ces travailleurs et travailleuses extrêmement vulnérables » ajoute Mme Bruske.

Les syndicats du Canada incitent le gouvernement à :

- Améliorer grandement la supervision fédérale du PTET et accroître le nombre des inspections sur place inopinées des exploitations agricoles et agroalimentaires faisant appel au PTET ;
- Remplacer le permis de travail lié à un employeur précis par un permis de travail ouvert pour les travailleurs et travailleuses migrants ;
- Donner aux travailleurs et travailleuses migrants, et particulièrement à ceux qui ont de bas salaires, la possibilité d'immigrer au Canada de façon permanente, notamment en éliminant les facteurs qui découragent leur immigration ;
- Assurer aux travailleurs et travailleuses migrants un plein accès aux services de santé ;
- Accroître les droits au travail et les protections sociales des travailleurs et travailleuses migrants ;
- Rétablir l'accès des travailleurs et travailleuses migrants aux prestations parentales et éliminer les restrictions applicables à leur accès aux prestations ordinaires d'AE ;
- Créer un groupe de travail tripartite qui comprendrait des personnes représentant les gouvernements, les employeurs et le mouvement syndical et qui serait chargé d'établir une stratégie de plus vaste portée sur la population active et un plan visant à mettre cette stratégie en œuvre dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire en tenant compte de la main-d'œuvre migrante.

Congrès du travail du Canada

CHILI Pinokast est battu mais tout reste à faire

Avec près de 56% des voix, Gabriel Boric à la tête de la coalition de gauche a battu le candidat pinochétiste José Antonio Kast, gagnant dans 10 régions sur 16, en obtenant le plus important nombre de suffrages d'un président depuis la fin de la dictature. Il a même réussi en partie à augmenter la participation en particulier dans la jeunesse, mais l'abstention est restée élevée (46%).

Les scènes de liesse ont été nombreuses et massives dans la capitale Santiago et en province, sans toutefois être une explosion de joie majoritaire dans les milieux populaires. La page de la dictature est provisoirement tournée, et on ne boude pas le plaisir de voir l'extrême droite battue, mais l'écart entre les illusions d'une partie de ses électeurEs et la politique concrète de Boric va être une source de tensions tant les chocs sociaux à venir s'annoncent importants.

Tièdes promesses électorales

L'entre-deux tours a été tendu sur le plan symbolique, et a vu le recentrage des discours des deux candidats sur les thèmes de fond comme la stabilité économique, la sécurité et l'apaisement politique – en contraste avec la polarisation sociale manifeste et l'effondrement de secteurs entiers dans une précarité généralisée. La victoire de Boric repose sur un quiproquo qui ne sera pas sans conséquences. La différence entre les deux camps est au bout du compte d'un million de voix. Fort de son crédit d'ancien leader étudiant, il a su jouer sur la carte du moindre mal en s'adressant en permanence aux secteurs centristes de l'ancienne

Concertation (alliance entre démocrates chrétiens et socialistes), en délaissant des pans entiers des revendications populaires de l'Octobre 2019, y compris en promettant de refuser l'amnistie aux émeutierEs, en se tenant à distance du processus constituant en cours. Si bien des secteurs de son électorat saluent sa victoire et la voie équilibrée et raisonnable de ses tièdes promesses électorales, le piège le plus important n'est pas tant celui d'une absence avérée de volonté de lutter contre l'économie de marché que celui de démobiliser les travailleurEs et les secteurs populaires. Et là, le rôle de contention du Parti communiste, partie prenante de la coalition, sera décisif malgré ses reculs dans la jeunesse et la principale centrale syndicale la CUT. Les collectifs féministes et Mapuche, pour l'instant moins intégrés, tempèrent leur enthousiasme et se préparent aux jeux de pression pour élargir l'agenda du nouveau président qui prendra ses fonctions début mars. Une bonne partie de la jeunesse qui se rendait en métro aux rassemblements de la victoire de la gauche à Santiago, a sans doute moins d'illusions, elle chantait avec ironie : « *Todo bien, todo gratis* » (« Tout va bien, tout sera gratuit »).



Gabriel Boric. WIKIMEDIA COMMONS

Réorganisation du capitalisme et chocs sociaux à venir

Mais pour le partisan de la voie institutionnelle d'une sorte de Nouvelle Majorité 2.0, les obstacles seront nombreux. Pour parvenir à une majorité parlementaire il lui faudra 78 députéEs. La somme des 37 du Front large, des 37 du Nouveau pacte social, trois « Humanistes » et deux écologistes font bien 79 mais l'obtention d'un accord avec les cinq derniers semble laborieuse. La droite réduite à 68 députéEs pourra néanmoins, via le Sénat, user d'un pouvoir de blocage non négligeable. Mais c'est sur le terrain social que le test sera le plus cinglant. D'un côté, une partie de son

programme électoral est dépendant des cours du cuivre alors qu'il veut sortir dans les mots du modèle extractiviste, et de l'autre il n'a pas de solution concrète pour sortir de la surexploitation de la force de travail (une récente étude montrait que sur 8 heures travaillées seules 3 revenaient sous forme de salaire au Chili). La légalité ne suffira pas à faire plier le patronat de choc formé à l'école des Chicago Boys et aux solutions casquées. Le vent de la révolte sociale est retombé, mais en repoussant l'extrême droite, on devine un potentiel prometteur, à condition de sortir enfin des solutions institutionnelles.

Tristan Katz

ESSAI

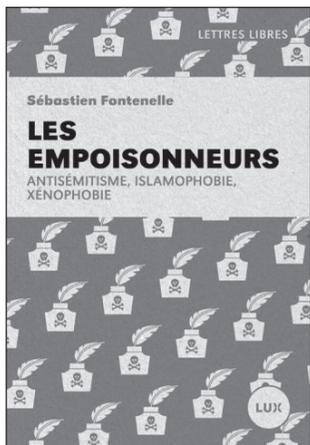
Les empoisonneurs: antisémitisme, islamophobie, xénophobie, de Sébastien Fontenelle

Éditions Lux, 128 pages, 10 euros.

Le petit livre de Sébastien Fontenelle est constitué de brefs chapitres, chacun centré sur un personnage et une déclaration. Il s'attache en particulier à démonter une des assertions du discours dominant : il n'y aurait plus d'antisémites que parmi les musulmanes et les « islamo-gauchistes ». Fontenelle souligne au contraire la permanence de l'antisémitisme ou des complaisances à son égard, notamment dans une fraction des milieux intellectuels.

Permanence de l'antisémitisme

Les allusions négatives aux Juifs sont, chez les intellectuels d'aujourd'hui, moins brutales et plus insidieuses que dans les années 1930. Fontenelle montre qu'elles se parent de la dénonciation du « politiquement correct » ou des limites que la loi imposerait au débat sur la Shoah (ce qui est faux, souligne l'auteur, la loi ne réprime que le négationnisme ouvert). L'académicienne Hélène Carrère d'Encausse, Renaud Camus (par ailleurs « théoricien ») du « grand remplacement », le journaliste du Figaro Ivan Rioufol ont, parmi d'autres, mis en avant cet argument.



l'islam et l'immigration, qui, confronté à des écrivains aux considérations équivoques sur les juifs et la Seconde Guerre mondiale, assimile celles-ci à des dérapages ou des exagérations ponctuelles et invite Renaud Camus dans son émission sur France Culture.

«Grand remplacement» et complot juif

Quittant le monde des intellectuels, Fontenelle souligne que l'extrême droite qui défend la thèse du « grand remplacement » en attribue souvent la responsabilité à un complot juif. Les écrits et déclarations des terroristes d'extrême droite (qui ont tué en Norvège, aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande, en Allemagne...) panachent souvent islamophobie et antisémitisme, et ils se sont attaqués aussi bien à des mosquées qu'à des synagogues.

Ce livre, un peu décousu, est un rappel de la nécessité de ne dissocier en aucun cas les combats contre tous les racismes et la xénophobie – comme le soulignait en son temps Frantz Fanon : « Quand vous entendez dire du mal des juifs, dressez l'oreille, on parle de vous ».

Henri Wilno

ESSAI

Face à la menace fasciste, de Ludivine Bantigny et Ugo Palheta

Éditions Textuel, 128 pages, 14,90 euros.

Depuis 2015 en France, l'État d'exception a remplacé l'État de droit, l'état d'urgence sanitaire succédant à l'état d'urgence. La lutte contre le terrorisme et la « gestion » de la pandémie sont saisies comme des opportunités pour nous museler davantage, accentuer la chasse aux migrantEs et plus généralement aux personnes précaires.

Des éléments de fascisation

Nourrie d'idées d'extrême droite, dont celle de l'« ensauvagement des quartiers populaires » ou la « crise civilisationnelle », cette politique va avoir de lourdes conséquences : la droitisation d'une très grande partie de la classe politique qui se cale sur l'agenda de l'extrême droite devenu en partie celui du gouvernement, et les divisions exacerbées entre les exploités. Le nombre et la violence des agressions, en particulier islamophobes, augmentent, ainsi que celles contre les personnes solidaires ou/et les manifestantEs. La concentration des pouvoirs dans les mains de Macron est un de ces éléments. Pourtant, on ne vit pas en dictature. Ni les institutions issues de la Constitution de 1958 ni les organismes de contre-pouvoir ne sont supprimés, mais ils sont contournés et vidés de leur sens.

L'évolution de la police en est un autre. Composée de policiers surarmés avec notamment des armes de guerre, votant à 70 %



pour l'extrême droite, nombreux à pratiquer un racisme ordinaire et toléré, documenté aujourd'hui par certains de leurs collègues, la police tend à s'autonomiser et n'hésite plus à manifester en tenue et en armes sur les Champs-Élysées ou devant l'Assemblée nationale, accompagnée dans cette démarche par Darmanin, ministre de l'Intérieur ! Ce livre rappelle aussi que les violences policières contre les jeunes nés de parents issus des anciennes colonies, les migrantEs ou les Roms sont d'une tout autre nature que celles contre les manifestantEs. Ces dernierEs sont réprimés, très violemment, pour ce qu'ils et elles font, les autres pour ce qu'ils et elles sont, en raison de leur propre origine,

de celle de leurs familles ou de leur appartenance supposée à la religion musulmane.

Une Constitution qui permet le bonapartisme ; de grands médias dirigés par les grands patrons de l'armement, du luxe, et des travaux publics qui diffusent la peur et la haine de l'autre ; une police de plus en plus autonome ; une armée qui exprime dans la presse qu'elle est prête à une action forte, une répression de très haute intensité : si Le Pen gagne le pouvoir par les urnes, elle n'aura plus qu'à s'installer !

Fascisation n'est pas fascisme

La démocratie des dominants, au service de leurs intérêts, qui consiste essentiellement à neutraliser notre classe, n'est ni à réformer ni à approfondir comme le proposent les gauches qui gèrent les institutions. Notre démocratie, au contraire, s'inscrit dans les grandes heures des mouvements d'émancipation ; la Commune en est une ! Alors l'antifascisme ne peut être un combat à part, il doit être « constituant » de l'ensemble de nos terrains de lutte, à l'intérieur de toutes les autres, syndicalisme, féminisme, antiracisme, écologie... Pour aller jusqu'au bout dans l'unité et enfin renverser le système capitaliste. La menace fasciste est sérieuse, notre détermination et notre préparation doivent l'être beaucoup plus !

Roseline Vachetta

ESSAI

Le roi n'avait pas ri, de Guillaume Meurice

Éditions JC Lattès, 300 pages, 20 euros.

C'est un roman mais c'est aussi un peu une histoire vraie. Car les personnages ont existé et des situations racontées ont eu lieu. On se retrouve fin 15^e siècle, début 16^e. On se repère car ça commence avec Louis XII et ça finit avec François 1^{er}. Ces deux rois sont même des personnages importants du roman.

Un bouffon à la cour

Mais le principal, c'est Triboulet. Un pauvre garçon, d'une famille très pauvre, il n'est pas aimé, il est rejeté, par ses parents, par la société. Il n'est pas que pauvre, il est difforme, il est traité comme un monstre, pas méchant du tout mais voilà, moche et méprisé. Un jour il se fait remarquer autrement que par son physique, parce qu'il va sauver un jeune, lui aussi pas très « normal » sauf qu'il est le « bouffon » du roi. Du coup, il intègre la cour du roi Louis XII, et peu à peu il se rapproche pour devenir à son tour bouffon. Il est pris pour un attardé mental, d'ailleurs les « fous » des rois c'était des amuseurs, un peu à leur dépend, semble-t-il. Et puis



comme ils étaient vus comme inoffensifs, sans conscience, ils avaient une liberté de parole, ils pouvaient dire ce qu'ils voulaient et c'est cette liberté qui amusait. Enfin c'est ce qu'on comprend. Triboulet amuse par son physique mais pas seulement. Il est vif d'esprit, finalement très intelligent. Il surprend le roi, il inquiète des proches du roi, il s'attire des animosités de certains courtisans. Car Triboulet se moque de ce monde de riches, qui ne pense qu'à ses

intérêts, qui vit dans l'opulence alors que le peuple vit dans la misère, qui fait la guerre pour piller, massacrant des populations dont la vie ne vaut rien.

Quand le roi ne rit plus...

Cette vivacité d'esprit plait au roi, d'abord à Louis XII puis à son successeur, François 1^{er}. Triboulet devient leur confident, jusqu'à se mêler de la vie politique. Le bouffon, le fou va ainsi tenter de faire entendre raison aux rois, contre la misère des peuples, contre les guerres. Triboulet ne se gêne pas, il mord, il vanne, il se moque, il critique, jusqu'au jour où ça ne passe pas. Quand le roi ne rit plus, c'est la sortie de trop. Raconter cette histoire de l'intérieur de la tête d'un bouffon, ça permet de dire des choses, de se poser des questions, de lancer des réflexions. Sur le passé mais surtout pour aujourd'hui, sur le pouvoir, sur la critique du pouvoir et sur les amuseurs, les bouffons de notre époque, notamment celles et ceux qui sévissent sur France Inter. Guillaume Meurice en fait partie et il ne se contente pas de sortir des blagues.

Philippe Poutou

UNE SÉLECTION DE LIVRES À (S')OFFRIR EN CETTE FIN D'ANNÉE

Comme chaque année, l'Anticapitaliste vous propose une sélection de livres pour les fêtes. Romans, essais, BD : une variété de titres, la plupart récemment parus, et évoqués dans nos colonnes.

ROMAN**Metropolis, de Philip Kerr**

Points policiers, 390 pages, 9 euros.

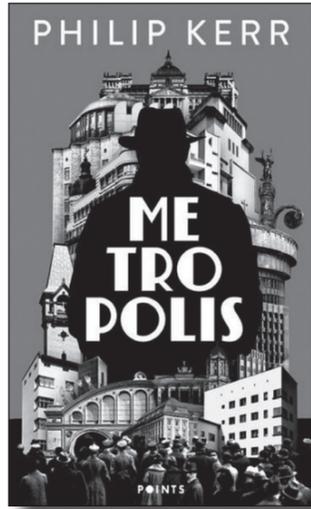
Berlin, 1928. La ville bouillonne de la misère et de la décomposition sociale qu'a entraînée l'effondrement de la monnaie à la suite de la défaite de 1918 et des conditions imposées par les « vainqueurs ». Des centaines d'anciens combattants mutilés, estropiés, mendient aux quatre coins de la ville. Des milliers de femmes doivent se prostituer pour survivre, les gangs mafieux pullulent et les nazis sont déjà en embuscade. Pourtant Berlin rayonne aussi de tous les feux avant-gardistes : *Metropolis*, le film de Fritz Lang, vient de sortir tandis que *l'Opéra de quat'sous* de Berthold Brecht et Kurt Weill connaît ses dernières séances de répétition. Quand les corps de quatre prostituées sont retrouvés massacrés dans un même quartier, Bernie Gunther¹, jeune flic idéaliste à la brigade des mœurs, est invité à rejoindre le chef de la Criminelle pour enquêter sur l'affaire.

Sombre enquête dans une ville de Berlin fascinante

En épluchant le dossier, l'inspecteur fait la connaissance post-mortem des pauvres victimes. Mathilde Luz (27 ans), Helen Strauch (24 ans), Eva Angerstein (27 ans) et Louise Pabst, un travesti prénommé Fritz à la naissance qui travaillait le jour et

fréquentait la nuit des cabarets. Comme les autres, Louise a été frappée d'un coup de marteau qui lui a brisé la nuque, mais a survécu et se trouve à l'hôpital, sans avoir été scalpée puisque porteuse de perruque. Le modus operandi criminel est nommé « Winnetou » comme l'Apache, personnage ultra populaire créé en 1879 par Karl May, qui mettait le western à la sauce allemande. Les indices sont maigres mais Bernie finit par retrouver le père d'une victime, un chef de mafia qui contrôle les gangs de Berlin. Ce dernier avait perdu la trace de sa fille, il propose d'aider Bernie à retrouver l'assassin. Mais voilà que ce sont des éclopés de la guerre qui sont éliminés, d'une balle dans la tête. Les crimes sont revendiqués par un certain docteur Gnadenschuss (littéralement « coup de grâce ») qui provoque la police par des lettres envoyées à la presse. Bernie doit abandonner les meurtres de prostituées pour se mettre sur cette nouvelle affaire. Mais est-ce vraiment une nouvelle affaire ? Et la vérité doit-elle être connue ?

Tous ces crimes s'accordent avec l'état d'esprit qui se répand dans le sillage du parti nazi. Il faut éliminer les inutiles, symboles d'une faiblesse nationale



intolérable. La maestria de Philip Kerr est impressionnante pour développer l'intrigue, les études de caractère et évoquer l'époque (y compris du point de vue artistique, il est notamment question du mouvement dada et de la scénariste de Fritz Lang, Thea Von Harbou dont le film donne le titre du livre).

Ultime pari réussi de Kerr qui nous montre la construction d'un homme intègre, mélancolique et tourmenté, et qui s'apprête à traverser la pire des périodes. L'occasion de lire ou relire tous ces romans qui ont ouvert une nouvelle voie dans la littérature.

Sylvain Chardon

1 – L'inspecteur Bernie Gunther est le protagoniste principal d'une série de 14 romans dont la fameuse « Trilogie berlinoise », tous en poche aujourd'hui chez Points. La plupart ont déjà été chroniqués dans nos colonnes.

BANDE DESSINÉE**Le Grand Vide, de Léa Murawiec**

Éditions 2024 du CNL, 204 pages, 25 euros.

L'auteure Léa Murawiec n'a pas encore 27 ans. C'est son premier ouvrage et c'est la grande claque de la rentrée BD 2021.

Un récit dystopique, futuriste et philosophique

En découvrant cette œuvre, on ne peut que penser aux réseaux sociaux, avec leur cortège de « like » et de « followers » amplifiés à l'infini. Le propos est beaucoup plus ambitieux et évoque surtout le besoin d'exister, la peur de se perdre dans la masse quand l'image virtuelle plus que réelle domine et écrase tout. « Mais... Manel Naher, c'est moi ! » Qui est donc cette autre Manel Naher, qui fait la « Une » des journaux ? Elle fait de l'ombre à Manel Naher, la vraie Manel Naher, l'héroïne de cette histoire qui passe ses journées au fond d'une librairie alors que, dans ce monde, si l'on ne pense plus à vous, alors vous mourez, tout simplement. Penser à un nom c'est lui donner de la Présence, de la vie et l'immortalité aussi.

Toutes les façades et enseignes de la ville verticale regorgent de centaines de milliers de noms insignifiants dont celui de Nicolas Sarkozy (spécial clin d'œil). Pour échapper à cet enfer, Manel veut fuir avec son ami Ali vers « le Grand Vide » au-delà des gratte-ciel, cet espace inconnu où les gens disparaissent à jamais. Sa famille et les médecins vont l'empêcher de tenter cette fuite en lui provoquant des AVC artificiels pour « Présence Insuffisante ». Droguée, elle va devoir gagner de la Présence. Pour sa survie, elle doit sortir de l'ombre et devenir une star immortelle en écrasant tout le monde, famille et amis inclus. Mais Manel ne peut oublier Ali et leur rêve de Grand Vide.

Un dessin virtuose

Pour traduire la relation complexe de l'individu face à la masse, Léa Murawiec a opté pour un style très expressif en bichromie où Manel apparaît comme une silhouette en mouvement perpétuel au bord du



gouffre, de ce Grand Vide auquel elle rêve mais qu'elle redoute en même temps. Manel déborde des cases, des boîtes, des blocs où la foule des Présents est confinée. Un découpage « débordé » et hallucinant pour créer une impression de vertige renforcée par la mise en exposition d'une ville tentaculaire et verticale animée par les milliers de noms affichés jour et nuit. Léa Murawiec met son dessin virtuose au service d'un récit riche, rythmé et bouillonnant qui nous amène à coups d'ellipses vers ce Grand Vide!

SC

BANDE DESSINÉE**Intraitable, de Choi Kyu-Sok**

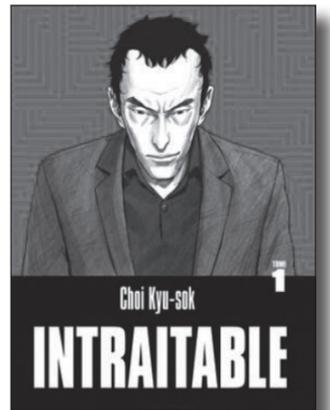
Trois tomes déjà parus chez Rue de l'échiquier.

Un géant de la grande distribution, « Fourmis » – dont on peut penser qu'il s'agit de Carrefour, s'est implanté en Corée du Sud. C'est en effet, pour le grand et brutal patron français, un paradis de main-d'œuvre docile et exploitée, de nombreux hommes et femmes éduqués au travail collectif, « à dégraisser » dès qu'ils et elles seront inutiles pour ses profits... Sauf que des militantsEs vont l'affronter.

Combats militants

En trois tomes (bientôt quatre) magnifiquement illustrés en noir et blanc, on suit les combats de deux militants atypiques, « intraitables » : un ex-militaire devenu responsable d'un cabinet de droit du travail, et un jeune cadre de

l'entreprise. Ils sont venus à la lutte par des chemins bien différents. Le premier, bourreau de travail hanté par son passé de discipline, a jeté toute sa révolte dans son métier d'avocat du travail. Le deuxième se débat dans la situation inconfortable de responsable d'une boîte dont il combat la politique. Ils seront amenés à se rejoindre et à se battre ensemble pour, à travers des expériences diverses dont beaucoup de revers et quelques succès, gagner la confiance des employéEs dont les plus exploités et les plus déterminés, les femmes et les jeunes, arrivent à structurer et renforcer un groupe qui résiste, écrit sa feuille d'entreprises, construit peu à peu son syndicat indépendant des bureaucraties corrompues.



Dans un pays qui se dit « du monde libre », à la pointe du progrès technologique, mais où les ouvrierEs doivent s'organiser pour toucher leur paye, où l'action collective mène vite au tribunal puis au commissariat et en prison, les petites victoires du groupe militant qui se forme sont autant d'étendards sur le chemin sinueux et interminable de l'émancipation.

Monica Casanova

BANDE DESSINÉE**Ceux qui brûlent, de Nicolas Dehghani**

Éditions Sarbacane, 192 pages, 24 euros.

Une ville « américaine » poisseuse qui suinte l'ennui et la misère. Deux flics : une fille qui croit ou tente de croire en son horoscope et un grand dadais qui ne croit pas du tout en lui. Une équipe improbable pour une enquête qui commence dans le fond d'une poubelle. Un corps brûlé à l'acide de la tête aux pieds. Une secte sataniste à l'ésotérisme de pacotille mais aux méthodes très « hard ». Le polar est de retour !

De drôles de « durs à cuire » pour un polar « hard-boiled »¹

Alex est une jeune femme flic du genre énervée, plus ou moins sur la touche, qui garde encore des espoirs au sujet de sa carrière. Au commissariat, elle doit « toucher » un nouveau partenaire pour faire équipe. Distracte, en traversant la rue, elle consulte son horoscope dans un magazine. Celui-ci lui promet un « événement frappant » qui survient tout de suite. En effet, son journal est propulsé en l'air par le choc d'un scooter. Ni le conducteur ni elle-même ne sont gravement blessés mais de la part d'un flic ça tombe mal. Alex s'interroge sur ce signe qui précède la présentation de son nouveau collègue : André Pouilloux. Ce dernier à une réputation de « couillon » au bavardage inaltérable et sans intérêt, ce qu'il manifeste immédiatement devant leur chef au cours d'une séance de debriefing du crime. Un cadavre a été retrouvé dans une poubelle collective, brûlé à l'acide sur la totalité du corps,



l'illustration avant de se lancer dans cette première BD en auteur complet (scénario et dessin). Il reste prudent dans le déroulé du scénario et cherche surtout à renouveler le genre par des innovations graphiques dans le dessin et les ambiances qu'il met en scène. Petit regret, Nicolas Dehghani travaille beaucoup le graphisme en CAO et/ou tablette. En conséquence, les bulles de dialogue présentent toujours le même arrondi et toujours les mêmes caractères et centrages ce qui affaiblit le rythme des scènes trash.

Le vrai plus graphique de cet album réside dans le découpage audacieux et la maîtrise des clairs-obscur indispensables à l'ambiance. Le découpage original permet également des à-plats à l'aérographe et en demi-teinte qui renforcent l'aspect unique de cette première BD. À découvrir !

SC

1 – L'expression « hard-boiled », initialement utilisée pour qualifier des œufs durs, est associée pour les polars à l'expression de « dur à cuire ». En BD, Tyler Cross en constitue le modèle inégalé.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris – Tél. : 0149 2852 44
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

LA SAM Des fondateurs aux mineurs

Alors que les lettres de licenciement arrivent à la SAM, l'occupation de l'usine se poursuit. Un nouveau vote vendredi 17 décembre l'a confirmé à l'unanimité des présents à l'assemblée générale.

Renault a fait des propositions de reclassement sur différents sites français du groupe dont même le ministère de l'Économie a constaté qu'elles étaient « toutes éloignées de Decazeville » et ne correspondaient pas aux qualifications des salariés de la SAM. Même foutage de gueule sur des primes supra légales toujours demandées par le gouvernement à Renault.



Une tradition de luttes

La seule mesure, après une réunion entre le ministre Bruno Le Maire et Carole Delga de la région Occitanie, a été la nomination d'un chargé de mission pour accompagner les salariéEs de la SAM. Celui-ci s'est pointé à l'usine, l'a visité au pas de course, 19 minutes chrono, pour trouver les machines bien anciennes, et a mis en doute « la volonté des salariéEs de retrouver un emploi ». Introduction cynique pour sa mission !

Comme dans les autres fonderies automobiles, gouvernement et pouvoirs publics laissent s'appliquer les plans de licenciement. La singularité de la SAM, c'est la poursuite, après la mise en liquidation de l'usine, de la grève avec occupation. C'est la persistance, à l'échelle de l'Occitanie, d'actions de soutien que l'ont montré des rassemblements à l'initiative de la CGT en Haute-Garonne, dans le Tarn-et-Garonne et en Ariège. C'est un bassin industriel, celui de Decazeville, qui répond toujours présent pour exprimer son soutien aux salariéEs de la SAM. Dimanche 19 décembre, ils et elles étaient plus de 850 à participer à une « randonnée » de cinq kilomètres à pied, baptisée « des fondateurs aux mineurs ». Car il y a 60 ans, jour pour jour, les mineurs de fond du bassin débutaient une grève historique de 66 jours pour sauver leurs emplois. Les salariéEs de la SAM ont déjà promis d'occuper leur usine durant les fêtes, comme les mineurs, parfois leurs parents ou grands-parents, l'avaient fait il y a 60 ans. Parce que les traditions de luttes sont vivaces dans ce bassin, la question est bien celle d'agir pour ne pas continuer à connaître des défaites.

Jean-Claude Vessillier

SNCF Coup de semonce sur les salaires et le sous-effectif

Éditorialistes, dirigeants de la SNCF, politiciens... tous y sont allés de leur couplet sur « l'irresponsabilité » des grévistes, Alain Krakovitch, le dirigeant de Voyages SNCF, remportant peut-être l'oscar de l'hypocrisie : « J'ai honte. C'est scandaleux. Beaucoup m'écrivent et me disent qu'ils ont honte. » Ce monsieur est pourtant bien placé pour savoir que, s'il y a bien un « scandale », c'est celui orchestré par lui et ses semblables à la tête de la SNCF : aucune augmentation de salaires depuis presque huit ans dans l'entreprise. Et si les cheminotEs ne sont pas les salariéEs plus mal payés du pays, des jeunes embauchés démarrent en-dessous du SMIC. Pour bien des catégories de salariéEs dans l'entreprise, les salaires restent riquiqui pendant des années, loin de la prétendue moyenne de 3200 euros annoncés par Farandou, le PDG de la SNCF, il y a quelques semaines sur les plateaux TV. Ce qui sûr, en revanche, c'est que ses 37 500 euros mensuels à lui explosent la moyenne...

La coupe est pleine

L'essence augmente, le gaz augmente, la baguette de pain augmente, les salaires... stagnent. Année après année, ce sont des milliers d'euros de pouvoir d'achat que les cheminotEs ont perdus. En 1980, les salaires correspondaient à 78,5% du chiffre d'affaires de la SNCF, ils en représentent aujourd'hui 40% : les richesses produites ne ruissellent pas dans les poches des travailleurEs. La direction avait cédé quelques petites mesures compensatrices avec le covid ? Elle veut y mettre fin et elle essaie juste de nous soudoyer par une petite prime, annoncée il y a quelques semaines, comme on lâche un os à un chien !

Pour que la coupe soit pleine, ajoutez au blocage des grilles de salaire des suppressions régulières

On a beaucoup parlé des cheminotEs dans les médias cette semaine en les faisant passer pour d'affreux personnages dont la grève sur le premier week-end des vacances empêcherait les petits-enfants d'aller rejoindre leurs grands-parents pour Noël.



d'effectifs : plus de 14 000 postes en moins depuis 10 ans sur l'ensemble du groupe. À l'image de la nouvelle « réorganisation » – le mot maison pour ne pas parler de suppressions d'emplois – qui frappe actuellement les vendeuses et vendeurs de billets en Île-de-France, avec à la clef des dizaines de postes en moins. Résultat : les conditions de travail sont de plus en plus dures et les cheminotEs sont à bout, comme bien d'autres salariéEs de ce pays.

Vers un mouvement généralisé ?

La colère monte et une multitude de mouvements de grève éclatent à la SNCF depuis plusieurs mois, partout sur le territoire, chez les conducteurEs et conductrices, contrôleurEs et contrôleurEs, agentEs de l'aiguillage ou vendeurEs de billets... Des mouvements combattifs et souvent très suivis, où l'on retrouve beaucoup de jeunes cheminotEs, mais qui restaient jusqu'alors

éparpillés par métiers et par zones géographiques.

D'où le caractère particulier de la grève de ce week-end car plusieurs de ces mouvements locaux se retrouvaient cette fois-ci, simultanés, sur plusieurs axes TGV (Sud-Est, Sud-Ouest, Nord) et sur plusieurs réseaux régionaux (Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne...). Ce qui a fait craindre au patronat de la SNCF – et au-delà ? – que cette grève soit un marchepied vers un potentiel mouvement national des cheminotEs... pour commencer. Car la colère gronde dans bien d'autres secteurs au niveau des salaires : dans les treize usines chimiques d'Arkema, à Leroy-Merlin, Auchan, Décathlon, Michelin, chez les travailleurEs sociaux, chez les animateurEs périscolaires, chez des conducteurEs de bus... Et la liste est encore longue. Partout, des travailleuses et des travailleurs qui n'en peuvent plus de ne pas pouvoir vivre décemment de leur salaire ! Sans parler des pensions de retraite et autres allocations qui devraient être augmentées aussi.

Le feu couve encore

La direction de la SNCF a tenté d'éteindre les départs de feu en lâchant ici ou là des nouvelles primes de quelques centaines d'euros, ce qui témoigne de sa

fébrilité devant un mouvement qui s'étendrait. Elle a dû lâcher du lest devant certains mouvements locaux comme celui des conducteurEs en Auvergne-Rhône-Alpes qui ont obtenu plusieurs dizaines d'embauches après une forte mobilisation.

Pour torpiller la grève de ce week-end qui s'annonçait réussie, la direction a pu aussi compter sur les directions syndicales qui, au dernier moment, ont levé leur préavis de grève sur le TGV Sud-Est estimant les revendications principales satisfaites... Fourberie supplémentaire : la levée du préavis ne concernait que le TGV sud-est mais a été présentée médiatiquement comme la fin du mouvement à l'échelle nationale. D'où l'isolement des secteurs les plus combattifs qui ne voulaient pas renoncer à ces journées de mobilisation.

Ce n'est certainement que partie remise et les prochains mois s'annoncent chauds. Car il semble bien que les patrons et Macron, ce président des super-riches, mesurent mal la gravité des problèmes de fin de mois des travailleurEs de ce pays. Cela pourrait leur poser des problèmes de fin de règne. Du moins déjà une lutte d'ensemble : la seule chose qu'ils n'auraient pas volée.

CorrespondantEs SNCF

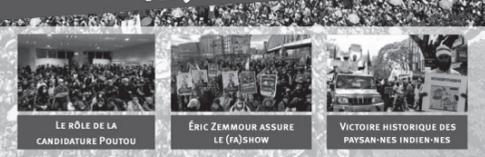
l'Anticapitaliste

N°131 DÉCEMBRE 2021 4,5 €

la revue mensuelle du NPA



ÊTRE RÉVOLUTIONNAIRES AUJOURD'HUI



l'Anticapitaliste la revue

Le n°131 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

RENNES Contre le racisme : des papiers et un logement pour toutes et tous !

Samedi 18 décembre, plus de 50 manifestations et rassemblement ont eu lieu en France, à l'occasion de la Journée internationale des migrantEs, marquant le lancement de la campagne « Antiracisme et Solidarité ». Un exemple à Rennes.

Depuis plusieurs années maintenant, l'interorganisation de soutien aux personnes exilées de Rennes relaie localement les appels nationaux lors des journées d'octobre, de décembre et de mars. Cela donne chaque fois lieu à des

manifestations importantes. L'accent est généralement mis sur la régularisation des sans-papiers et l'exigence d'un logement digne pour toutes et tous. Ces journées sont de grands rendez-vous où toutes les associations, organisations syndicales et politiques s'associent

Près de 200 personnes se sont retrouvées le samedi 18 décembre, en plein froid mais sous le soleil. Il s'agissait de soutenir les salariéEs toujours en lutte de GM&S contre la menace de liquidation du site après des années de résistances et une succession de restructurations/reprises avec à chaque fois des suppressions d'emplois.

Convergence des noyaux contestataires et déterminés

Des délégations de salariéEs d'autres entreprises vivant le même scénario patronal et subissant exactement les mêmes menaces sous la forme de procédure de redressement-liquidation judiciaires. Et, au bout, des licenciements et, encore au bout, des fermetures de sites. Il y avait ainsi les Fonderies du Poitou ou encore Alliance Wheels (36), la fonderie de la SAM (12) et d'autres salariéEs de petites entreprises.

À 200, on ne refait pas le monde car cela ne pousse pas à l'optimisme. Le constat est facile à faire, on subit violemment les logiques capitalistes de course à la rentabilité, la crise sanitaire amplifiant le phénomène. Ce qui n'empêche que le ton reste à la résistance. De fait c'était un rassemblement militant, une sorte de convergence des noyaux contestataires et déterminés qui considèrent qu'on ne doit rien lâcher. Il est question de défense des emplois, ceux de l'industrie

MANIFESTATION EN CREUSE

Plus jamais ça... les licenciements

Juste avant les « fêtes », il semblait important au collectif « Plus jamais ça » d'organiser, à La Souterraine (Creuse), une manifestation concernant ce qu'on appelle les urgences sociales, environnementales et démocratiques. Le plus urgent semblait être la question sociale étant l'actualité de plusieurs entreprises dans le département et la région.

Donc le collectif comprenant des associations, des syndicats avait décidé de faire un rassemblement et une manifestation contre les licenciements et les fermetures d'usines.



comme ceux des services publics ou autres emplois induits.

Donc on a évidemment parlé solidarité et coordination des luttes contre les licenciements comme d'une lutte politique, contre le droit de licencier, contre le pouvoir patronal de liquider. Il y a bien sûr la dénonciation des donneurs

d'ordre comme Renault ou PSA qui laissent tomber volontairement les usines sous-traitantes pour produire ailleurs et moins cher. Et du coup, la solution de la réquisition des outils de travail et donc de la réappropriation par les salariéEs, avec l'objectif de reconversion pour produire ce qui est utile à la

population, tout cela doit devenir des revendications essentielles car c'est la seule façon d'empêcher les catastrophes. Mais encore faut-il avoir la force de l'imposer, de bousculer les pouvoirs publics qui aujourd'hui laissent pourrir scandaleusement les situations.

La lutte des salariéEs et de la population, les liens entre tous les emplois privés comme publics, toutes les formes de résistance, tout cela est fondamental. Le rendez-vous de la Creuse fait partie de ces choses importantes aujourd'hui, entre cortège de manifestation et casse-croute café. Un moment de retrouvailles, de rencontres, de discussions et de préparation pour la suite.

Le collectif creusois réfléchit à la suite, avec d'autres moments de résistance à la rentrée. En tout cas, même si l'initiative du 18 décembre était modeste, l'humeur était bel et bien à continuer les batailles.

Philippe Poutou

RENAULT LARDY Démantèlement du site sous prétexte de transition énergétique

Alors que Renault sacrifie des centaines de salariéEs de ses sous-traitants des fonderies MBF à Saint-Claude, AAW à Chateauroux ou SAM à Decazeville (où le groupe s'acharne pour montrer aux salariés et à l'État qu'il est déterminé à poursuivre les restructurations), la casse sociale passe à la vitesse supérieure sur le centre technique de Lardy, consacré au développement des moteurs thermiques.

Lundi 13 décembre, lors d'une réunion à distance, le directeur de la Mécanique de Renault annonçait officiellement, à plusieurs centaines de salariéEs, qu'à partir de 2025 il n'y aurait plus d'activité liée aux moteurs thermiques ou hybrides sur ce site. Les activités restantes seront attribuées à deux sites en Roumanie et en Espagne.

C'est l'avenir même du site qui inquiète

Après des mois de silence, la direction a donc fini par cracher le morceau. Ce n'est pas vraiment une surprise. Depuis des mois, l'ambiance

est lourde : en plus des suppressions de postes, le télétravail et l'échec relatif de la mobilisation contre l'externalisation forcée de la maintenance au printemps dernier pèsent sur les salariéEs. À présent, c'est l'avenir même du site qui inquiète. Concrètement, la fin du thermique va impacter les salariéEs par vagues successives d'ici 2025, au fur et à mesure que seront achevées les phases successives de développement des deux derniers moteurs essence. Les salariéEs chargés des premières étapes de la conception se retrouveront sans activité dans quelques mois ; pour d'autres (comme ceux chargés de

la dépollution), ce sera un peu plus tard.

La direction a tenté de camoufler l'annonce derrière la signature cette semaine d'un accord d'entreprise triennal par FO, la CFDT et la CFE-CGC, qui jouent le rôle de caution syndicale des attaques patronales, en échange de fausses promesses de création de postes et sous couvert de la propagande habituelle sur la transition énergétique. L'accord prévoit ainsi le blocage des salaires, une flexibilité accrue et la suppression de 1200 postes supplémentaires dans l'Ingénierie/Tertiaire. Si 2000 embauches sont annoncées sur trois ans en Fabrication et Logistique,

c'est sans compter le nombre de départs, probablement bien plus élevé...

Les salariéEs n'ont pas à faire les frais de la course au profit

Mais derrière la fin du thermique à Lardy, il y a les calculs des constructeurs qui se préparent à se disputer le marché des véhicules électriques. C'est pour faire des économies et regonfler les profits qu'ils réduisent les effectifs et mettent en concurrence les sites.

Alors que l'État arrose les constructeurs d'argent public, ceux-ci répètent que les véhicules électriques requièrent moins de main-d'œuvre. Pourtant, du travail sur ces moteurs électriques, il y en aurait pour tous les salariéEs, qu'ils et elles soient à Lardy ou sur d'autres sites. Mais Renault diminue son budget de recherche et développement ! Pourtant la société aurait besoin de ce travail, non pas pour gaver les actionnaires de profits, mais pour relever les énormes défis technologiques du moment, dans l'automobile ou ailleurs.

Correspondants

HP DE SOTTEVILLE-LÈS-ROUEN Contre la criminalisation des luttes

Témoignage de Thomas Petit, syndicaliste Sud et ancien gréviste de la faim.

Nous étions, le jeudi 16 décembre au matin, plus de 70 aux portes du Centre hospitalier du Rouvray, en soutien à Nicolas, convoqué au bureau du procureur pour une « composition pénale ». Lors de la première vague du covid, la direction des soins avait pondu une note complètement hallucinante, qui nous demandait de faire sécher nos masques et de les réutiliser, qui demandait que les patients ne soient pas équipés de masque, au prétexte qu'ils risquaient de disséminer l'épidémie.



En 2018, lors de la grève de la fin au Rouvray. DR

« Le but de la direction, c'est de museler les gens qui luttent »

Évidemment cette note scandaleuse avait été abondamment partagée sur les réseaux. Très rapidement la direction a sévi, trainant des militants devant le conseil de discipline, avec à la clef des exclusions de 15 jours. Mais elle n'en est pas restée là. Juste avant de partir, l'ancienne direction a très courageusement laissé une plainte. Nicolas passe donc aujourd'hui devant le procureur, avec la menace d'une condamnation de 300 euros, et des dommages et intérêts. Il a évidemment refusé de plaider coupable, et passera donc en correctionnelle. On est en colère. On est exclu ou convoqué devant le procureur, pour mise en danger des patients et des personnels. Pour ses mensonges, aussi, laissant croire que c'est nous qui sommes allés sur les serveurs de l'hôpital pour sortir cette note... que la direction a elle-même diffusée dans tous les services ! La nouvelle direction ne s'est même pas déplacée au tribunal, quel courage ! Le but de la direction, c'est de museler les gens qui luttent, qui la ramènent. Depuis des années, on se bat ici contre la destruction du service public, la réduction du nombre de lits, le manque de personnel qui met les malades en danger, les risques psychosociaux traités par-dessus la jambe. Notre mouvement de grève de la faim de 2018, l'occupation des bâtiments administratifs, la solidarité entre les grévistes de la faim, les personnels, les familles de malades, la population rouennaise, avait lancé tout un cycle de mobilisation en psychiatrie avec les perchés du Havre et bien d'autres. Nous faire taire, sauf que cela ne marche pas. On ne va pas lâcher. On n'est pas une exception. Partout en France, avec une vraie accélération ces dernières années, il y a une criminalisation du mouvement social, j'en parle avec des collègues de l'Éducation nationale, de la Poste ou de la SNCF. Alors on a besoin de la solidarité, de populariser cette exigence simple d'arrêt immédiat de toutes les poursuites.

pour fédérer les très nombreuses et permanentes luttes menées localement pour le logement et les papiers. Depuis deux ans, elles donnent également lieu à des appels de l'intersyndicale d'Ille-et-Vilaine. C'est un progrès incontestable dans la prise en charge des mobilisations autour des migrantEs.

Unité!

L'interorganisation connaît bien sûr des hauts et des bas, mais la volonté est largement partagée de préserver cet outil qui permet la permanence des mobilisations, dans un contexte qui n'est pas des plus faciles depuis les périodes de confinement, avec une montée des idées d'extrême droite. C'est ce qui a permis de se retrouver toutes et tous autour de revendications claires et nettes comme la régularisation pour toutEs, un logement digne et pérenne

pour toutEs, ainsi que de se retrouver toutEs ensemble en soutien à la création du CSP 35, collectif des sans-papiers, cadre d'organisation autonome des premierEs concernéEs issu directement de la marche des sans-papiers d'octobre 2020 ! C'est même ce qui a permis au mouvement social de reprendre la rue à l'issue du premier confinement. Le NPA prend toute sa part dans cette construction politique originale.

Et qu'est-ce qu'on veut ?

La lutte pour le logement des migrantEs a concentré toutes les tensions depuis l'été, au travers d'un campement, puis de la réquisition d'une école vide, qui a donné l'occasion à la mairie de Rennes de montrer son visage excluant et répressif (elle nous a fait virer par les flics !). Mais depuis, la solidarité enclenchée par nos actions a permis une mise à l'abri,

certes précaire, mais une mise à l'abri tout de même, de la plupart des familles concernées... Alors s'entremêlent les actions des associations les plus humanitaires, comme Utopia 56 (qui gère les campements), les plus turbulentes comme le GL1410 (qui ouvre des squats), des étudiantEs qui se sont constituéEs en collectif pour accueillir des migrantEs à la fac, et l'intervention plus politique des organisations syndicales (CGT/CNT/FSU/Solidaires et parfois FO) et politiques (NPA, Ensemble, LFI).

La preuve du pudding...

... c'est qu'on le mange, disait Engels ! Ici, la pertinence de l'outil « interorganisation » est de permettre à la fois d'éviter le pire pour les familles (la rue !) et de construire, plusieurs fois par an, dans la bonne ville de Rennes, des mobilisations déterminées sur des



NPA

mots d'ordre justes, ouvertes par les premierEs concernéEs, leurs revendications, leurs banderoles ! Cette fois encore, 500 ce n'est certes pas assez mais c'est significatif, la preuve que l'on ne lâche rien, et que l'unité de notre camp social peut se réaliser autour

de la lutte de celles et ceux qui font partie des plus démunies, toujours bafouées, humiliées, rejetées par la société capitaliste, mais entourées de notre solidarité !

Correspondants

1 - Voir L'Anticapitaliste n°587 du 21 octobre 2021.

#Poutou2022**S'inviter chez les maires pour s'inviter à la présidentielle!**

Chaque semaine dans **L'Anticapitaliste**, nous proposons un article sur la question des parrainages. Nous cherchons à mettre en avant ce travail militant en donnant la parole aux camarades investiEs dans différents départements.

Partout où nous allons, les maires connaissent Philippe Poutou et reconnaissent sa légitimité à se présenter à la présidentielle. Atteindre les 500 parrainages n'a donc rien d'impossible. Mais il nous faut, une fois de plus, augmenter les visites et convaincre. La période des vacances scolaires est en général propice puisque de nombreuses et nombreux militantEs ont plus de disponibilités.

Plus de sorties, plus de maires vus, plus de possibles...

Nous constatons une nette augmentation du nombre de camarades sur les routes. À ce titre le week-end rouge des 11 et 12 décembre a été une réussite, comparé au premier du mois de novembre. Rien qu'à Paris, une vingtaine de sorties ont été organisées dans les départements limitrophes de l'Île-de-France. Nous sommes aujourd'hui juste sous les 200 promesses. Nous avons l'objectif d'atteindre les 250 début 2022. C'est évidemment possible puisque des dizaines de maires attendent la fin de l'année pour se décider. Nous les avons déjà vus une, deux ou trois fois parfois. C'est le moment de les relancer, pour qu'ils se décident à faire le geste démocratique. Nous avons des impératifs qu'ils et elles comprennent : par exemple, pour avoir droit à un prêt bancaire, nous devons donner des garanties et seules les promesses permettent d'apporter ces garanties aux banques. Nous savons aussi que de nombreuses rencontres avec des maires ayant eu lieu ces derniers jours porteront leurs fruits : ce sont des parrainages qui arriveront en janvier ou en février. Désormais, chaque signature glanée nous rapproche de l'objectif final qui est de s'inviter au banquet des politiciens bourgeois, afin de faire entendre la voix de celles et ceux qu'on n'entend pas : les travailleurEs, les chômeurEs, les exploitésEs et les opprimésEs. Faire entendre nos luttes pour l'égalité des droits, pour la dignité sociale, pour l'urgence climatique. Faire entendre nos propositions, notre projet d'un autre monde écosocialiste.

Parrainages : mode d'emploi

La très bonne nouvelle de ce début de campagne est qu'elle attire des centaines de jeunes et de travailleurEs dans nos meetings. Ce sont donc des dizaines de contacts, des centaines même, qui sont laissés. En effet, pour la première fois depuis 2007, nous attirons beaucoup de monde dans nos réunions, le niveau de médiatisation est supérieur et les retours sur les diffusions de tracts sont excellents. Cette sympathie se traduit aussi par un phénomène nouveau, des jeunes militantEs, mais aussi des sympathisantEs que nous n'avons jamais rencontrés auparavant (y compris sur les réseaux sociaux) décident d'aller aux parrainages. Pour elles et eux, comme pour nous, hors de question que Philippe Poutou ne soit pas sur la ligne de départ ! Il est donc important de s'organiser au mieux : mettre en place des comités de soutien à la candidature de Philippe partout où c'est possible, se répartir les cantons, les communes, les conseillerEs départementaux, régionaux, faire des duos mêlant unE camarade expérimentéE avec unE novice, faire des formations rapides (comment faire un parcours, qui aller voir prioritairement, quel argumentaire, etc.). Rappelons par exemple que nous ne demandons pas aux éluEs de soutenir Philippe Poutou, ni son programme. Nous demandons que la démocratie et le pluralisme politique existent, nous demandons la possibilité de pouvoir nous présenter. Notre courant politique est présent à la présidentielle sans discontinuer depuis 2002, il existe également en dehors de cette échéance électorale : nous sommes légitimes et il est utile de le rappeler car une partie non négligeable de la population (même si elle est minoritaire) se retrouve dans notre discours et compte bien voter pour nous.

C'est le moment d'y aller, on passe la 2^e, la 3^e, et même la 4^e ! On sera là !

Équipe nationale signatures

Devenir militant du NPA dans une année de présidentielle

Nous publions un texte, au format et au ton inhabituels dans nos colonnes, qui raconte un peu de la vie du NPA à l'occasion de la campagne Poutou.

Militant tout frais du NPA, l'idée de partir sur les routes à la recherche des parrainages sonnait pour moi comme un film d'aventures. Déjà, pour la préparation des tournées, je m'attendais à une scène à la Casa del Papel avec une carte accrochée au mur ; ma camarade localisant les points névralgiques (entendez par là les maires ayant déjà donné) avec un pointeur laser et avec des punaises pour les maires à conquérir... Mais petits moyens au NPA, on n'aura jamais les effets spéciaux à la Minority Report. Au lieu de cela, je me retrouve dans sa salle à manger, à expliquer à une ancienne militante l'intérêt du ctrl+c / ctrl+v pendant qu'une de ses chattes se love sur mon clavier.

Rien ne vaut le frisson des luttes

Mais j'anticipais déjà la seconde scène : un véhicule blindé conduit par des ultras de droite arrivant face à moi, bloquant la route communale. J'aurais activé mon arme secrète sur les haut-parleurs de ma voiture : un chant de Lil Nas X ou de Mylène Farmer (choisissez votre génération... j'ajoute Gréco avec *Déshabillez-moi* si besoin). Bon, en réalité j'ai surtout fait face à des tracteurs qui m'obligeaient à me déporter sur le bas-côté en faisant attention à ne pas sombrer dans le fossé de 80 cm. Je me suis arrêté dans un café pour la pause, on m'a gentiment mis la radio pour que je me sente moins seul... du Sardou... Si *Femmes des années*

80 vous fait vomir, dites-vous que j'aurais pu avoir le droit à *Je suis pour* ou *Le Temps des colonies...* Il est 17 h, j'ai fini ma tournée. Je vais pouvoir retourner à mes pénates. En pleine campagne, j'active mon GPS, et la batterie de mon téléphone me lâche. Je sais que la nationale n'est pas loin mais où ? Je vous jure qu'à ce moment-là j'ai entendu des loups. Au final, entre refus et permanences désertes, j'aurais pu m'arrêter là ; mais je suis quand même retourné voir mon maire sceptique, une fois, deux fois, et finalement j'ai obtenu sa promesse. Parce que les films que je me fais sont peut-être bien, mais rien ne vaut le frisson des luttes.

Johnny comité Alençon

#Poutou2022**Agenda**

Mardi 11 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Millau. À 19 h 30, salle René-Rieux (chapelle du CREA).

Jeudi 13 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Alençon. À 20 h 30, salle Baudelaire, rue Porchaine à Alençon.

Lundi 17 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Rouen. À 20 h, à la Halle aux Toiles, 19, place de la Basse-Vieille-Tour, M^o Théâtre-des-Arts.

Jeudi 20 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Poitiers. À 20 h, Salons de Blossac, 9 rue de la Tranchée à Poitiers.

Réunion publique à Beauvais

Philippe Poutou s'était rendu à Beauvais (Oise) le jeudi 16 décembre. Une cinquantaine de personnes sont venues à la réunion publique, qui a été l'occasion de riches échanges.

La réunion a commencé avec deux interventions de camarades du NPA, la première consacrée à la victoire des salariéEs de Bosch, il y a un an, après huit ans de combats juridiques pour la reconnaissance du préjudice d'anxiété lié à la présence d'amiante dans leur entreprise et à la destruction de l'école publique par les réformes de Blanquer ; la seconde sur la situation des personnes migrantes dans l'Oise, mineurEs non accompagnés, familles à la rue, et le problème du tout-numérique pour les demandes

de titres de séjour. Dans le public, plusieurs migrants et migrantes étaient présents.

Débat fraternel

Puis Philippe Poutou a pris la parole. Son intervention l'a amené à poser les perspectives de reconstruction politique de notre camp social, à souligner les trahisons de la gauche et de l'écologie dites « de gouvernement », à parler du combat contre l'extrême droite. Le débat qui a suivi l'intervention de Philippe Poutou a été fraternel. Notamment l'échange sur la question de la primaire



NPA

populaire avec un camarade dans la salle : une primaire pour quels objectifs politiques ? Deux personnes présentes nous ont communiqué leurs adresses mail, souhaitant nous rencontrer lors d'une prochaine réunion. Deux autres, installées

récemment à Beauvais, sont venues nous voir samedi 18 décembre lors de la manifestation à l'occasion de la Journée internationale des migrantEs. Une autre prise de contact ?

CorrespondantEs

Souscription du NPA**Comment financer les partis politiques ? (Épisode 2)**

Dans son essai « *Le Prix de la démocratie* » (Fayard, 2018), l'économiste Julia Cagé décrit avec finesse et clarté les limites du système de financement de la vie politique en France. Mais surtout, elle en tire une très stimulante proposition de réforme... qu'il faut aussi critiquer.

Nous avons vu la semaine dernière à quel point le financement des partis par les dons pesait lourd et révélait la nature inégalitaire du système, en particulier par l'effet anti-redistributif de l'aide publique indirecte (la déduction fiscale). Le phénomène est encore plus criant si l'on considère l'autre pilier du financement des partis : l'aide publique directe attribuée aux partis en fonction de leurs résultats aux législatives. Restons en 2016. Les dons et cotisations représentent 1,5 fois plus que l'aide directe (95 millions d'euros contre 63 millions d'euros), laquelle est d'ailleurs en régression constante depuis 25 ans.

Rente électorale

Mais c'est sans compter à quel point la répartition de l'aide publique directe est elle aussi inégalitaire. À l'image d'un système de casino, seuls les très gros y raflent la mise. Sur le papier, le ticket d'entrée n'est pas très élevé. Il faut dépasser 1% dans au moins 50 circonscriptions réparties sur 30 départements. Mais en réalité, il faut se présenter dans des centaines de circonscriptions et y dépasser les 5% pour que l'aide publique directe devienne importante et ne serve pas seulement à rembourser les copieux frais de campagne. De plus, cette

aide court sur cinq ans, produisant une sorte de rente. Par ailleurs, les élus peuvent reverser à leur parti une grande partie de leur très généreuse rémunération... tout en bénéficiant de la déduction fiscale. Ou comment gagner au tirage et au grattage. C'est un second type d'aide publique indirecte qui vient ainsi largement financer les plus grosses formations... de gauche (PS, PC, EÉLV). Un certain sens du parti... de notables. Mais à droite (LR, FN), on fait encore mieux : les élus sont des (auto)entrepreneurs qui gardent leur argent et ce sont les généreux donateurs qui font la richesse des partis dans une certaine pureté de classe.

« Bons pour l'égalité démocratique »

S'il évite les dérives affolantes du système étatsunien, s'il n'empêche pas la politique de rester au poste de commandement, le naufrage du PS en est un parfait exemple, tout l'édifice tend à reproduire un système où quelques partis d'État se partagent l'essentiel du gâteau de l'aide publique (in)directe. Face



à cela, les propositions de Julia Cagé sont très intéressantes et lisibles. D'abord, toute réduction fiscale est supprimée. Chacun assume l'entièreté de sa contribution individuelle et n'en fait rien porter à la collectivité. Ensuite, le plafond annuel des dons et cotisations passe de 7500 euros à 200 euros. La création de toute pièce d'un parti ou d'une candidature par une accumulation primitive de gros dons devient impossible (Macron...). De même

pour son sauvetage (Sarkothon...). Et en régime de croisière, le financement privé des partis devient ridicule, sauf pour des partis de masse ayant au moins 100 000 militantEs et sympathisantEs.

En contrepartie, est mis en place un généreux système de financement public simple et unique basé sur les « Bons pour l'égalité démocratique » (BED). Chaque année, le ou la contribuable pourra allouer son BED d'un montant de 7 euros au parti de son choix. Si au moins 500 000 d'entre eux se portent sur le même parti, ce dernier sera éligible et touchera donc un minimum de 3,5 millions d'euros. Si un parti est soutenu par moins de 500 000 contribuables, le bon de chacun sera remis dans un pot spécifique qui sera réparti selon l'ancien système, donc en fonction des résultats aux dernières législatives. De même pour le bon des contribuables qui ne soutiendraient aucun parti.

La fin au prochain épisode pour la nouvelle année ! Et en attendant, n'oubliez pas que la souscription s'arrête le 31 décembre à minuit ! Soutenez-nous maintenant !



#Poutou2022, c'est parti!



Fac de Lille le 7 décembre. NPA



Intervention d'Awa Gueye au meeting à Rennes le 2 décembre. PHOTOHÈQUE ROUGE / JMB



Rennes le 2 décembre. NPA



Grenoble le 8 décembre. NPA



Toulouse le 23 novembre. NPA



Manifestation contre les violences faites aux femmes à Paris le 20 novembre. NPA



À Sciences Po Paris le 28 octobre. NPA



Avec les sans-facs à Nanterre le 13 octobre. NPA



Marseille le 11 octobre. NPA



Rencontre avec les salariéEs de Transdev le 30 septembre. NPA

NPA

DES EMPAUCHES ET DU FRIC

H

POUR L'HÔPITAL PUBLIC

DES SOINS GRATUITS ET DE QUALITÉ POUR TOU-TE-S

PHILIPPE POUTOU
OUVRIER LICENCIÉ, CANDIDAT ANTICAPITALISTE

POUTOU2022.ORG NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG LANTICAPITALISTE.ORG

NPA

LES PRIX AUGMENTENT, LES PROFITS AUSSI! ET NOS SALAIRES?

+ 400 EUROS POUR TOU-TE-S PAS UN REVENU INFÉRIEUR À 1800 EUROS

PHILIPPE POUTOU
OUVRIER LICENCIÉ, CANDIDAT ANTICAPITALISTE

POUTOU2022.ORG NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG LANTICAPITALISTE.ORG

« On a l'impression de rendre une justice au rabais »

Entretien avec Sarah Massoud, secrétaire nationale du Syndicat de la magistrature, réalisé lors de la grande journée de mobilisation de la justice le 15 décembre à Paris.

Quelle est la situation du côté de la justice ? Qu'est-ce qui vous pousse à vous mobiliser aujourd'hui ?

C'est une mobilisation nationale, qui fait suite à la tribune qui a été publiée dans *le Monde* [voir ci-dessous], et qui aujourd'hui est signée par plus de 7000 personnes de justice, des magistrats, des greffiers, des auditeurs de justice, donc un phénomène très inédit, sur un corps qui normalement est assez timide à avoir des revendications. Aujourd'hui on est devant le ministère de l'Économie et du Budget car on demande des moyens, tout simplement. Il y a le feu, en fait, au sein de l'institution judiciaire, et aujourd'hui on a un pouvoir exécutif qui donne des réponses avec des seaux d'eau. Il y a de l'épuisement, de la fatigue,



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

des burn-out, que d'ailleurs d'autres services publics connaissent, on entend les médecins, on entend les profs également, se plaindre d'un exercice extrêmement dégradé dans les services publics. Mais au-delà de ça, ce qui est dit aujourd'hui par les juges et les greffiers, c'est la perte de sens de leur travail, c'est-à-dire l'impression de rendre une justice au rabais, de ne plus pouvoir entendre

les justiciables, de ne plus pouvoir motiver des décisions, de ne plus pouvoir consacrer du temps très concrètement, aux justiciables, aux victimes, aux enfants que parfois on incarcère, que parfois on place, aux familles qui ont des conflits du quotidien... Donc voilà, aujourd'hui on demande du temps pour pouvoir écouter, pour pouvoir rendre une justice digne de ce nom.

Donc vous demandez des moyens financiers et surtout des moyens humains ? D'ailleurs si on se compare à nos voisins européens, on est loin du compte non ?

On est très très loin du compte. Lorsque, en France, on a 69 euros qui sont consacrés au budget de la justice pour 100 000 habitants, eh bien en Allemagne c'est quasiment le double avec 130 euros. Donc on voit bien qu'on est très très loin de la médiane européenne, que ce soit en termes d'effectifs ou en termes budgétaires, et ce qu'il faut savoir c'est que, s'il y a une augmentation du budget de la justice, ce qu'il ne faut pas dénier, cette augmentation est encore très très en deçà des besoins réels des juridictions, et surtout cette ventilation du budget, elle est principalement pour les prisons, principalement dans des politiques d'enfermement, et pas pour la justice civile, pas pour la vraie justice de proximité, et pas pour du temps d'audience. C'est la raison pour laquelle aujourd'hui, c'est assez inédit, vous avez autant de juges qui se mobilisent.

Extraits de la tribune publiée dans *le Monde* le 23 novembre 2021

L'importante discordance entre notre volonté de rendre une justice de qualité et la réalité de notre quotidien fait perdre le sens à notre métier et crée une grande souffrance.

Sept minutes pour rendre la justice

Nous, juges aux affaires familiales, sommes trop souvent contraints de traiter chaque dossier de divorce ou de séparation en quinze minutes et de ne pas donner la parole au couple lorsque chacune des parties est assistée par un avocat, pour ne pas perdre de temps. Nous, juges civils de proximité, devons présider des audiences de 9 heures à 15 heures, sans pause, pour juger 50 dossiers ; après avoir fait attendre des heures des personnes qui ne parviennent plus à payer leur loyer ou qui sont surendettées, nous n'avons que sept minutes pour écouter et apprécier leur situation dramatique. Nous, juges des enfants, en sommes réduits à renouveler des mesures de suivi éducatif sans voir les familles, parce que le nombre de dossiers à gérer ne nous permet pas de les recevoir toutes. Nous, juges correctionnels, du fait de la surcharge des audiences, devons choisir entre juger à minuit des personnes qui encourent des peines d'emprisonnement, ou décider de renvoyer des dossiers aussi complexes que des violences intrafamiliales à une audience qui aura lieu dans un an. À cette date, la décision aura perdu son sens et laissé la vie des justiciables et de leur entourage en suspens. Nous, substitués du procureur, devons fréquemment nous résoudre à poursuivre devant les tribunaux ou à classer sans suite des procédures sur la base d'un

compte rendu téléphonique ou électronique succinct, sans avoir le temps de les lire intégralement avant. [...]

Une rationalisation qui déshumanise la justice

Aujourd'hui, nous témoignons car nous ne voulons plus d'une justice qui n'écoute pas, qui raisonne uniquement en chiffres, qui chronomètre tout et comptabilise tout. Nous, magistrats, faisons le même constat que les justiciables. Nous comprenons que les personnes n'aient plus confiance aujourd'hui en la justice que nous rendons, car nous sommes finalement confrontés à un dilemme intenable : juger vite mais mal, ou juger bien mais dans des délais inacceptables. Les attentes fortes des justiciables à l'égard de la justice sont légitimes, les critiques doivent être entendues et vues comme une chance de progresser pour notre institution. Nous devons rester à l'écoute. Mais ce dialogue entre la justice et la société est aujourd'hui rendu impossible par une vision gestionnaire de notre métier à laquelle nous sommes chaque jour un peu plus soumis. [...] Alors que se sont ouverts les états généraux de la justice [cent vingt jours de consultation citoyenne et de débats qui ont démarré le 18 octobre] avec pour objectif annoncé de renouer les liens entre les citoyens et leur justice, nous, juges du quotidien des tribunaux judiciaires, souhaitons témoigner de nos expériences et de nos inquiétudes sur les conditions dans lesquelles la justice est rendue en France et sur l'affaiblissement de l'État de droit qui en découle. Nous souhaitons dire haut et fort que malgré notre indéfectible conscience professionnelle, notre

justice souffre de cette logique de rationalisation qui déshumanise et tend à faire des magistrats des exécutants statistiques, là où, plus que nulle part ailleurs, il doit être question avant tout d'humanité.

Nous souhaitons ainsi rappeler avec force que notre volonté est de rendre la justice avec indépendance, impartialité et attention portée à autrui, telle que l'exige toute société démocratique.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

ZEMMOURIENS ARMÉS. C'est une vidéo d'environ une minute et trente secondes révélée sur les réseaux sociaux par le groupe antifasciste Jeune Garde. On y voit un homme, fusil de précision à la main, sur un stand de tir. Face caméra, il explique qu'il va « s'entraîner à chasser du Garrido sauvage » en référence à Raquel Garrido, ex-porte-parole de La France insoumise (LFI). La comparant à une « truie », l'homme montre fièrement le calibre des cartouches qu'il s'apprête à utiliser avant de mettre en joue son arme et de faire feu. Il tire une seconde fois en mentionnant Alexis Corbière, compagnon de Raquel Garrido et député LFI. « Deux balles, trois morts, ça a ricoché sur un antifa derrière », ajoute-t-il. Dans une seconde séquence, le même homme indique tirer sur des « antifas et des gauchistes », et développe sur ses cibles imaginaires : « Il y a des drapeaux algériens et marocains, donc on va s'empresser de tirer. » D'après les informations de Mediapart, l'homme sur ces images qui utilise le pseudonyme « Miles Christi » sur les réseaux sociaux, « Chevaliers du Christ » en latin, est un militaire ou ex-militaire. Sur une photo publiée il y a quelques mois sur Instagram, il apparaît en treillis, visiblement à l'exercice en train de manipuler un mortier. De dos, il est néanmoins reconnaissable au tatouage caractéristique qu'il porte à l'arrière du crâne, également visible sur les images au stand de tir. D'autres vidéos obtenues par Mediapart montrent un second homme au même stand de tir. Casquette sur la tête marquée du gimmick d'Éric Zemmour « ben voyons », devenu un véritable slogan de campagne, il s'adresse également à la caméra. « Ben voyons les amis, on va éclater qui là ? Du jeune gauchiste, du jeune communiste, du jeune bougnoule mental ? » interroge-t-il avant de mettre son arme en joue. Sur une autre séquence, il feint la surprise et s'exclame « ah, Emmanuel Macron ! » avant de faire feu. Surses réseaux sociaux, ce jeune homme affiche ouvertement son soutien à Éric Zemmour. En bannière sur son profil Twitter apparaît par exemple une photo du candidat à la présidentielle au salon d'armement Milipol, fusil en joue, qui n'est pas sans rappeler son geste à l'égard des journalistes ce jour-là. Sur internet, le jeune homme documente également sa présence au meeting du 5 décembre dernier à Villepinte : « Rassemblement patriotique pour le Z !!! » ou « enfin le vrai homme providentiel que tous français [sic] » écrit-il en partageant des images de l'événement. [...]

Sébastien Bourdon, « Des soutiens de Zemmour menacent dans une vidéo des membres de LFI, Macron et les "bougnoules" », Mediapart, 20 décembre 2021.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires	6 mois	1 an
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 €	<input type="checkbox"/> 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 60 €	<input type="checkbox"/> 120 €	<input type="checkbox"/> 45 €	<input type="checkbox"/> 90 €	

Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert 3 mois 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ54755
Date : Signature obligatoire :

www.npa2009.org